

APRÈS L'ABJECTION DE CONFLANS-SAINTE-HONORINE

COLÈRE SOLIDARITÉS

REFUS DES AMALGAMES

Dossier

**NON AU COUVRE-FEU,
DES MOYENS POUR
LA SANTÉ!** Pages 6 et 7

ÉDITO

Ne rien céder
Page 2

PREMIER PLAN

Acte 3 des sans-papiers:
plus fort, plus dur sera
l'Acte 4! Page 3



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis: le mouvement ouvrier
ouvre des discussions sur la
résistance à un coup d'État Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Suzanne Le Manceau
du collectif pour la libération de
Georges Ibrahim Abdallah Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Ne rien céder

Ne rien céder à ceux qui, pétris de vraies-fausse certitudes, voudraient nous empêcher d'être affectés, d'être dans le doute, d'être sensibles à l'émotion mais insensibles aux sirènes guerrières et aux « solutions » aussi simplistes que dangereuses.

Ne rien céder à ceux qui veulent imposer le récit selon lequel la seule explication du terrorisme est le terroriste lui-même, et nous interdire de questionner le système oppressif, raciste, violent, dans lequel un jeune de 18 ans peut décider de perpétrer un acte aussi abominable.

Ne rien céder à ceux qui arment idéologiquement ces jeunes, les convainquant que leur ennemi c'est le prof, le voisin pas de la bonne religion, l'autre pas du bon pays, et qui prétendent lutter contre les divisions imposées par les puissants tout en les reproduisant et en les amplifiant.

Ne rien céder à ceux qui se sont secrètement réjouis de l'abjection de Conflans-Sainte-Honorine, heureux de pouvoir se précipiter sur les plateaux télé pour répandre leur haine et pour jeter en pâture des millions de musulmanEs alors que le trottoir était encore rouge du sang de Samuel Paty.

Ne rien céder au patriotisme, qui mène au chauvinisme, qui mène au racisme, au nom d'une prétendue « exception française » et d'un « modèle de société » que « Nous » devrions défendre face à un « Autre », forcément différent, forcément arriéré, forcément étranger.

Ne rien céder à un gouvernement autoritaire et raciste, dont l'opportunisme n'a d'égal que l'hypocrisie et l'indécence, qui voudrait surfer sur l'émotion légitime suscitée par l'assassinat particulièrement abominable d'un enseignant à quelques centaines de mètres de son collège.

Ne rien céder aux professionnels de la peur, déterminés à profiter du drame de vendredi dernier pour restreindre encore un peu plus nos droits, attaquer les libertés publiques déjà malmenées, justifier de nouvelles formes de censure au nom... de la liberté d'expression.

Ne rien céder aux amalgameurs professionnels, qui veulent faire croire que lutter contre l'islamophobie c'est « faire le jeu » des jihadistes, ou que manifester au côté du CCIF c'est se compromettre et renoncer aux idéaux progressistes.

Ne rien céder. Se serrer les coudes. Se parler. Réfléchir. Critiquer. Proposer. Lutter.

À la Une

APRÈS L'ABJECTION DE CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Colère, solidarités, refus des amalgames

Le NPA a appris avec effroi, vendredi 16 octobre, de l'assassinat par décapitation de Samuel Paty, enseignant dans un collège de Conflans-Sainte-Honorine. Toutes nos pensées se sont tournées vers sa famille, ses amiEs, ses élèves et ses collègues, et plus largement vers l'ensemble des personnels de l'éducation, évidemment ébranlés par ce crime atroce.

Le NPA a évidemment condamné cet acte ignoble et insisté sur le fait que rien ne pouvait justifier un tel assassinat. Ce crime horrible nous rappelle que le monde toujours plus violent dans lequel nous vivons, fait de guerres, d'oppressions, d'inégalités, de misère, constitue un terreau toujours plus favorable aux idées les plus réactionnaires et mortifères, à l'instar de l'idéologie jihadiste, porteuse d'un projet de société auquel nous sommes tout aussi opposés que nous le sommes à celui des extrêmes droites occidentales.

« Ennemis de la république »

Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, notamment au vu de l'expérience des attentats de l'année 2015, c'est un discours de haine et de division qui s'est immédiatement imposé dans l'espace public, tout aussi bien propulsé par la droite extrême et l'extrême droite que par les membres du gouvernement Macron-Castex. Ce dernier a en effet fait le choix de participer à la surenchère islamophobe, établissant dès le premier jour un lien entre, d'une part, la tragédie de Conflans-Sainte-Honorine et, d'autre part, son projet de loi sur le « séparatisme », dont la logique est de renforcer encore un peu plus l'amalgame entre musulmanEs, intégristes et terroristes.

Les déclarations guerrières se multiplient, avec notamment un Gérard Darmanin, omniprésent dans les médias, dont nombre de propos n'ont rien à envier aux abjections de l'extrême droite. Au-delà des mots, les premières décisions prises par le ministre de l'Intérieur vont elles



DR

aussi dans le sens d'une radicalisation islamophobe : proposition de dissolution d'associations comme le Collectif contre l'islamophobie en France, perquisition dans des mosquées et chez des imams qui, de l'aveu de Darmanin lui-même, ne sont « pas forcément en lien avec l'enquête » mais à qui il s'agit de « faire passer un message », etc.

« Pas une minute de répit pour les ennemis de la République », a déclaré le ministre de l'Intérieur au sujet de ces perquisitions ou des associations qu'il voudrait voir dissoutes, jetant l'opprobre collective sur nombre d'individus et de structures qui n'ont pourtant rien à voir avec le crime de Conflans-Sainte-Honorine, et préparant le terrain à une offensive plus globale contre toutes celles et tous ceux qui refuseraient d'entrer dans leur moule « républicain ». Loin d'aller à l'encontre du déchaînement de

haine islamophobe auquel nous assistons depuis vendredi dernier, le pouvoir y contribue en pratiquant l'amalgame entre musulmanEs, intégristes et terroristes, renforçant les fractures sur lesquelles prospèrent les fauteurs de haine et les idéologies ultra-réactionnaires, au risque de favoriser les attentats de demain.

Contre leur union nationale, nos solidarités

Depuis le drame, Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer jouent eux aussi la surenchère, en multipliant notamment les déclarations d'amour aux enseignantEs, pour lesquels ils n'ont que mépris le reste du temps, et vantant le rôle essentiel de l'école, qu'ils n'ont cessé de détruire ces dernières années. Difficile, ainsi, de ne pas s'indigner de l'hypocrisie d'un Blanquer défendant la liberté d'expression

des enseignantEs lorsque l'on sait à quel point la chasse aux récalcitrants est organisée dans l'Éducation nationale, à l'image des quatre enseignantEs de Melle sanctionnés pour s'être mobilisés contre la réforme du bac.

Nous rappelons notre attachement indéfectible à la liberté d'expression et à la liberté pédagogique des enseignantEs, et notre solidarité est totale avec les proches, les amiEs et les collègues de Samuel Paty, et plus généralement avec l'ensemble du corps enseignant, éprouvé par cet assassinat. C'est pourquoi le NPA s'est joint, et continuera de se joindre, aux initiatives permettant d'exprimer deuil, colère et solidarités suite à ce drame, tout en refusant toute logique d'union nationale avec les faux-amis des enseignantEs et les tenants d'une fuite en avant répressive et d'une stigmatisation accrue des musulmanEs.

Pour que l'émotion et la colère légitimes face à la mort de Samuel Paty ne soient pas instrumentalisées, elles devront s'accompagner d'une exigence de plus de solidarités, d'égalité et de justice sociale, ainsi que d'un refus de tous les amalgames. Les « réponses » racistes et sécuritaires ne feront en effet que renforcer les fractures au sein de notre classe, et donneront ainsi du grain à moudre aux fanatiques de tout bord. Et au-delà, contre un système pourri, violent, qui nous précipite chaque jour un peu plus, collectivement, dans la barbarie, c'est la question de la construction d'un autre monde qui est posée, débarrassé des oppressions, de l'exploitation et de tous ceux qui s'en nourrissent.

ÉDUCATION NATIONALE

Pour une éducation réellement émancipatrice pour touTEs

Alors que les enseignantEs sont sous le coup de la sidération face au meurtre ignoble de Samuel Paty, le gouvernement et son sniper Blanquer voudraient en profiter pour renforcer leur gestion autoritaire, en totale contradiction avec les besoins d'un véritable service public d'éducation.

Blanquer se répand partout sur l'air du « Tout va pour le mieux dans l'Éducation nationale ». À l'entendre, il n'y aurait que formation continue des enseignantEs, soutien à la liberté pédagogique et vénération de la liberté d'expression, et renforcement des réseaux d'aide et de suivi psychologique pour les élèves. On croit rêver, de la part de celui qui a achevé le démantèlement des ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation), qui

a supprimé des centaines de postes de RASED, en attendant de liquider l'éducation prioritaire. La réforme de la gestion de l'évolution de carrières ouvre la voie aux pires pratiques managériales. Avec comme boussole pour les chefs d'établissement le « pas de vague ». Les enseignantEs doivent en permanence se justifier de leurs « résultats » comme de leurs pratiques pédagogiques. Et sans l'ombre de la moindre « bienveillance » si chère à Blanquer. Le résultat est l'explosion

des équipes pédagogiques, la mise en concurrence des personnels. Les conséquences sont encore plus désastreuses dans les quartiers populaires, entraînant incompréhension et sentiment de relégation pour les élèves et leurs parents.

« Territoires perdus de la République » ?

Autre ineptie répétée sans fin, sans que cela n'en devienne une réalité : dans « certains quartiers », les enseignantEs

ne pourraient plus parler de certains sujets ! On ressort des cartons les pires ouvrages répandant ce mythe, comme les *Territoires perdus de la République*, du très islamophobe Georges Bensoussan. En réalité, derrière ce discours, se cache la volonté de contrôler davantage les élèves et d'accentuer la répression envers la jeunesse. Déjà, en 2015, la ministre Najat Vallaud-Belkacem avait appelé à « signaler » les élèves ne respectant pas la minute de silence suite aux attentats de janvier. Il y a quelques mois, le ministère avait publié des fiches sur les « risques de replis communautaristes ». Dans ces fiches, on trouvait des phrases comme « Certaines questions et réactions d'élèves peuvent être abruptes et empreintes d'hostilité et de défiance : remise en question radicale de notre société et des valeurs républicaines, méfiance envers les discours scientifiques, fronde contre

BIEN DIT

Si on reprend l'imaginaire guerrier convoqué par Emmanuel Macron lors du confinement, on peut risquer la formule « Travail, Famille, Patrie » pour décrire la vision du citoyen qui accompagne la mise en place du couvre-feu. Les Français sont vus comme une force de travail, ce qui justifie les déplacements diurnes ; ils font partie d'un foyer, où ils sont invités à s'enfermer après 21 heures ; enfin, l'obéissance commune au chef suffirait à faire société.

JÉRÔME MONNET (chercheur), liberation.fr, 18 octobre 2020.

Un monde à changer

"BUTER LES TCHÉTCHÈNES JUSQUE DANS LES CHIOTTES". Les Tchétchènes, comme les autres peuples du Caucase, ont été en butte, à partir du début du 19^e siècle, à l'expansion de l'empire russe contre lequel le peuple tchétchène, composé essentiellement de montagnards musulmans, mena une résistance acharnée. Malgré la disproportion des forces, les Tchétchènes mirent en échec à plusieurs reprises les armées russes. La guerre s'acheva en 1864 avec la reddition du cheikh Chamil. À la veille de la révolution, le pays tchétchène, avec le reste du Caucase du Nord, était « pacifié » et partiellement colonisé par des Russes et des Ukrainiens attirés par un gisement pétrolier. En 1922, les Tchétchènes constituèrent une structure administrative distincte, la Région autonome de Tchétchénie. En 1936, la région fut incorporée dans la République socialiste soviétique autonome de Tchétchénie-Ingouchie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, en 1942-1943, la république fut partiellement occupée par l'Allemagne nazie et, par nationalisme et rejet du cadre de l'URSS, certains Tchétchènes collaborèrent plus ou moins avec l'Allemagne. Après la guerre, Staline décide de punir l'ensemble du peuple tchétchène : environ 400 000 d'entre eux furent brutalement déportés au Kazakhstan, accusés collectivement d'avoir collaboré avec l'Allemagne nazie. En 1957, sous Khrouchtchev, les Tchétchènes purent revenir dans le

Caucase et la « République socialiste soviétique autonome des Tchétchènes-Ingouches » fut rétablie. En 1991, lors de la dislocation de l'URSS, les Tchétchènes proclamèrent leur indépendance. S'en suivirent deux guerres sanglantes de reconquête menées par la Russie, assistée de supplétifs tchétchènes, avec des méthodes barbares. Cette guerre impitoyable (qui fit au moins 100 000 morts civils sur une population d'1 300 000 personnes) favorisa la montée d'un islam intégriste et amena l'exil de dizaines de milliers de personnes, d'abord vers les autres territoires du Caucase et la Russie puis vers l'Europe occidentale. La référence à l'islam prospéra tant parmi les indépendantistes que parmi les alliés de la Russie. Ceux-ci sont aujourd'hui au pouvoir à Grozny (la guerre s'est terminée en 2005) et l'homme-lige de Poutine Ramzan Kadyrov mène une politique d'islamisation du pays (marquée notamment par la persécution des homosexuelEs). Poutine utilisa la guerre de Tchétchénie et les attentats qui furent commis sur le territoire russe pour consolider son pouvoir personnel et, en septembre 1999, fit, à propos des indépendantistes tchétchènes, indistinctement qualifiés de terroristes, cette déclaration restée célèbre : « Nous poursuivrons les terroristes partout [...]. Si on les prend dans les toilettes, eh bien, excusez-moi, on les butera dans les chiottes. »

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour la régularisation des sans-papiers, la fermeture des CRA, le logement pour toutes et tous. Pour l'égalité tout simplement.

Un mouvement national pour la solidarité et l'égalité

Et cette manifestation impressionnante, qui clôt l'Acte 3 des sans-papiers, ne dit pas tout. En un mois, depuis le premier départ à Marseille le 19 septembre, tout au long de la Marche, ce qui s'est révélé, renforcé, construit, ce sont des collectifs de sans-papiers, anciens et nouveaux, des réseaux de solidarité dans toutes les villes et les régions, le soutien des syndicats, principalement Solidaires, d'associations et d'ONG, un mouvement national pour la solidarité et l'égalité. La manifestation en a parlé cependant avec la diversité de ses cortèges et la solidarité sans faille le jour de la manifestation, face au pouvoir, des syndicats de la CGT qui organisaient la marche pour l'emploi, cédant la place, sur leur trajet, à la Marche des sans-papiers. Aux journalistes qui leur ont demandé systématiquement pourquoi, ils ont répondu : « Pour nous c'est une fierté ». Le voilà l'antidote. L'antidote à celles et ceux, en premier lieu au pouvoir, qui sèment la misère, la détresse et le désespoir et qui pavent la voie aux réponses les plus folles et tragiques. L'antidote à une société qui, sous leur politique, tourne de plus en plus sale.

ACTE 3 DES SANS-PAPIERS

Plus fort, plus dur sera l'Acte 4!

Samedi 17 octobre, la Marche nationale des sans-papiers est arrivée à Paris. Malgré l'interdiction de manifester dans tout l'ouest parisien qui la visait, malgré la montée de tous les discours sécuritaires et racistes, malgré le couvre-feu, malgré le black-out médiatique, cela aura été la plus grosse manifestation du mouvement social depuis des mois.

Des leçons

À l'unisson du pouvoir, un quotidien national comme *Libération* faisait, ce lundi, des pages et des pages sur la défense de la liberté d'expression. Sans une seule ligne sur la Marche ou la manifestation de samedi, sans un mot sur toutes les entraves mises par le pouvoir à la Marche des sans-papiers. Le gouvernement a ainsi pu se pavaner, place de la République, le lendemain, comme pour effacer toute trace des sans-papiers, en se revendiquant des valeurs d'égalité et de liberté. Lui qui avait interdit, la veille, tout l'ouest parisien à toute expression « des revendications de solidarité avec les sans-papiers ». Ce même dimanche, les collectifs de sans-papiers et les marcheuses et marcheurs, restés à Paris, se sont réunis en assemblée pour poser les jalons de la suite. Car malgré cette véritable démonstration, nouvelle progression du mouvement après la manifestation du 30 mai à Paris et les manifestations du 20 juin dans de nombreuses villes, rien n'a bougé



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

du côté du pouvoir. C'est une leçon claire. Désormais il est évident que, jusqu'à l'Élysée, le message a été entendu. Nous savons que c'est à ce niveau qu'a été gérée la stratégie combinant interdiction publique du parcours final de la manifestation et pressions et négociations pour faire accepter, sans succès, publiquement à la Marche un parcours qui ne visait pas l'Élysée.

L'Acte 4 des sans-papiers va commencer

L'Acte 3 d'interpellation directe d'Emmanuel Macron s'achève ainsi. Si le pouvoir fait la sourde oreille, c'est qu'il ne veut pas entendre.

Le mouvement des sans-papiers doit encore franchir un cap, en s'appuyant sur tous les liens établis, pour construire le rapport de forces capable de faire céder le pouvoir. Il est clair que c'est un enjeu pour tout le mouvement social et, au-delà, pour toute la société. Accepter des brèches dans l'égalité, surtout quand elles visent des étrangerEs, et disons-le directement ceux et celles victimes du racisme, c'est nous condamner tous et toutes. La libération actuelle de la parole et des mesures islamophobes et contre les migrantEs en sont un signe. La légitimation de plus en plus forte de toutes les mesures liberticides en est un autre. Comme l'est l'explosion de la pauvreté et des inégalités pas uniquement pour les sans-papiers mais pour toutes les couches populaires. Alors l'Acte 4 des sans-papiers va commencer. Il devra être plus dur mais aussi et surtout impliquer plus directement et plus fortement encore tout le mouvement social et politique.

Denis Godard



DR

les mesures gouvernementales etc. » ; ou encore « Être attentif aux atteintes à la République qui doivent être identifiées et sanctionnées ». Suite au tollé que ces fiches avaient provoqué dans la profession, le ministère avait dû les retirer... Mais la récupération de l'émotion suscitée par l'assassinat de Samuel Paty risque d'être une nouvelle occasion pour Blanquer

d'imposer ces mesures de fichage et de stigmatisation.

Insupportable récupération politicienne

D'ores et déjà, de la part de ceux qui se font aujourd'hui les chantres de la « liberté pédagogique », on entend des discours pour le moins étonnants, comme par exemple la diffusion par

les régions (incapables, dans le même temps, de financer les travaux de rénovation qui s'imposent dans nombre d'établissements, ou d'embaucher des agents pour épauler les équipes débordées) d'un « livre de caricatures » dans l'ensemble des lycées... Valls propose même d'obliger les enseignantEs à montrer les caricatures de *Charlie hebdo* dans toutes les écoles ! Un comble lorsque l'on sait comment ont été traités les collègues qui tentent, dans leurs salles de classe, de pratiquer quotidiennement une pédagogie dans des conditions difficiles. On se souvient qu'en 2015, à Mulhouse, un enseignant avait été suspendu pour avoir montré ces mêmes caricatures aux élèves. On rappelle moins que, dans le même temps, un professeur de philosophie, Jean-François Chazerans, avait été sanctionné pour avoir ouvert un débat sur *Charlie hebdo* et mis en regard les attentats

commis sur le sol français avec les multiples opérations militaires de l'État français dans le monde. Il est totalement insupportable d'entendre Blanquer prétendre défendre la « liberté d'expression » et la « liberté pédagogique » lorsque, dans le même temps, quatre enseignantEs du lycée Desfontaines de Melle, Aladin, Sylvie, Cécile et Sandrine, sont convoqués en CAPA disciplinaire pour avoir participé à la grève contre les E3C, les épreuves du bac Blanquer et qu'un enseignant est condamné pour des slogans en manifestation ! Face aux mesures réactionnaires et sécuritaires que le gouvernement est en train de dégaîner, il va être urgent de construire une riposte collective, pour exiger des conditions d'apprentissage et de travail dignes, afin de construire une éducation réellement émancipatrice pour toutes et tous.

Cathy Billard et Aurélien Pérenna

Le chiffre

38

C'est, selon une enquête de Disclose, le nombre d'usines françaises du géant Lactalis qui ont été ou sont toujours en violation du code de l'environnement. Soit plus de la moitié des usines du groupe laitier, avec des conséquences dramatiques pour l'environnement : rejets de polluants, pollution de cours d'eau, négligences ayant entraîné la destruction de la faune et la flore, etc.



Agenda

Samedi 24 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan (65).

Voir article page 12. **Départ en car de Bordeaux :** rdv 8h30, place Ravezies, retour vers 22h. Participation 10€ minimum. Pour s'inscrire : liberonsgeorges33@riseup.net; **Marseille :** rdv à 5h45 gare Saint-Charles (à confirmer), arrêts à Martigues, Istres, Montpellier, probable retour à Marseille vers minuit. Participation financière demandée. Pour s'inscrire : Soraya 07 68 50 21 65 et Adil 06 13 20 51 51; **Paris :** départ vendredi 23 octobre à 21h30, retour dimanche 25 octobre au matin. Participation 50€. Pour s'inscrire : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com; **Toulouse :** rendez-vous à 11h30 au métro Basso-Cambo, prix libre. Pour s'inscrire : collectifpalestinevaincra@gmail.com

Judi 5 novembre, manifestation pour la réintégration de Gaël Quirante, Cergy (95). À 9h, RER Cergy préfecture en direction du tribunal de Cergy.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT
L'emploi en France a fortement diminué et le nombre de plans sociaux devrait s'accroître dans les semaines à venir.

JEAN CASTEX, 19 octobre 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

THAÏLANDE

État d'urgence «renforcé» contre le mouvement démocratique

Depuis le 14 octobre, la répression s'est considérablement durcie en Thaïlande. La solidarité internationale commence à s'affirmer. En France même, des démocrates thaïlandais sont menacés.

Le « crime » de lèse-majesté occupe, en Thaïlande, la même fonction que le « blasphème » dans d'autres pays ; il permet de réprimer toutes les oppositions, au gré des besoins, quitte pour ce faire à monter une provocation. C'est ce qui s'est passé lors des rassemblements du 14 octobre (jour anniversaire du soulèvement étudiant et populaire de 1973). La Rolls-Royce beige de la reine Suthida et du prince héritier, encadrée par la police, s'est engagée au sein du cortège étudiant, suscitant un mouvement de colère de la part des manifestantEs. Les cris de « *Rendez-nous notre argent* » ont fusé. Une indignation spontanée, révélatrice de l'une des nombreuses facettes de la crise de régime qui secoue le royaume.



DR

Tout rassemblement de plus de cinq personnes interdit

Le pays s'enfonce dans une crise économique précipitée par la pandémie de Covid-19 (avec notamment un coup d'arrêt du tourisme). Il est entré en récession. Néanmoins, le roi Maha Vajiralongkorn dépense sans compter. Grâce à son père Bhumibol Adulyadej, il serait à la tête de la plus grande fortune royale au monde. Sa richesse ne l'empêche pas de piocher à volonté dans les deniers publics. L'État entretient ainsi sa flotte personnelle de 38 avions et hélicoptères. Intrônisé sous le nom de Rama X, ce souverain absentéiste (il vit en Bavière) ne souhaite ni gouverner ni réellement régner, mais il sait indubitablement accumuler pouvoirs et deniers.

« L'outrage » fait à la reine a permis aux autorités de justifier, dès le 15 octobre au matin, un « état d'urgence renforcé » (l'état d'urgence était censé être « sanitaire ») et de mobiliser des milices d'extrême droite royaliste. Une vague d'arrestations a suivi. Le gouvernement, avec à sa tête le général Prayuth Chan-ocha, recourt aux chefs d'accusation de « sédition » et d'« atteinte à la sécurité nationale ». Tout rassemblement de plus de cinq personnes est officiellement interdit. La censure des médias est à l'ordre du jour. Quel que soit le chef d'accusation, les peines encourues sont très lourdes. La loi sur la lèse-majesté est l'une des plus dures au monde.

Le mouvement démocratique poursuit néanmoins son combat, malgré des risques croissants et les arrestations. Après des mois de mobilisations, ce mouvement a aujourd'hui peu d'équivalents. Il mérite et commence à recevoir un soutien international actif. Des organisations de gauche de la région Asie-Pacifique ont signé une déclaration conjointe de solidarité. Le monde universitaire est mobilisé à l'appel du Réseau académique thaï pour les Droits civiques. Ce soutien doit être relayé en Europe où, de plus, les ultra-royalistes menacent des exiléEs depuis des années. L'image criblée de balles de l'un d'entre eux, vivant en France, a été diffusée sur les réseaux sociaux, la dite « Organisation de collecte des ordures » lançant des appels pour qu'il soit traqué.

Pierre Rousset

ÉTATS-UNIS Le mouvement ouvrier ouvre des discussions sur la résistance à un coup d'État

Dans le mouvement ouvrier US, les responsables syndicaux et les travailleurEs ont commencé à discuter de la manière de résister à Donald Trump s'il refusait un transfert pacifique du pouvoir. Certains syndicats parlent franchement de la façon de résister à ce qu'ils craignent être un « coup d'État ».

C'est une situation extraordinaire. La plupart des syndicats ne se sont pratiquement jamais exprimés de cette façon auparavant. Mais le refus de Trump de dire qu'il accepterait les résultats de l'élection, son appel pour que ses partisans interviennent dans les bureaux de vote, et le récent complot d'extrême droite visant à kidnapper Gretchen Whitmer, la gouverneure du Michigan, et à renverser le gouvernement de cet État, nous ont tous alertés.

«Inébranlables dans la défense de notre démocratie»

Le 25 septembre, Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, qui représente 12,5 millions de travailleurEs dans diverses branches, a publié une déclaration ferme : « *Le mouvement syndical ne permettra tout simplement aucune violation de la Constitution américaine ou tout autre effort visant à nier la volonté du peuple. [...] Les travailleurs américains continueront d'être inébranlables dans la défense de notre démocratie face aux singeries du président Trump, et nous sommes prêts à faire notre part pour que sa défaite à cette élection soit suivie de sa destitution.* »

Le Conseil du travail de la ville de Rochester (une des 500 structures locales de l'AFL-CIO) a adopté une résolution déclarant que « *le Conseil du travail AFL-CIO de Rochester appelle la confédération nationale AFL-CIO, tous ses syndicats affiliés et toutes les autres organisations*



WIKIMEDIA COMMONS

syndicales des États-Unis d'Amérique à se préparer et à appeler à une grève générale de tous les travailleurs, si nécessaire pour assurer une transition pacifique du pouvoir conformément à la Constitution à la suite de l'élection présidentielle de 2020. »

«Si nécessaire, nous arrêterons le pays»

L'association des enseignantEs de Seattle a adopté une résolution déclarant qu'en cas d'ingérence dans les élections fédérales, elle convoquerait dans un délai d'une semaine des réunions spéciales de ses organes de direction pour recommander des « actions » devant être soumises au vote des membres. Le syndicat des postiers de Detroit a recommandé à ses adhérentEs de se préparer à résister à un « coup

d'État » et a distribué un tract à ses membres les appelant à prendre l'engagement qui suit : « *Nous voterons. Nous refuserons d'accepter les résultats des élections tant que tous les votes n'auront pas été comptés. Nous descendrons dans la rue sans violence si un coup d'État est tenté. Si nécessaire, nous arrêterons le pays pour protéger l'intégrité du processus démocratique.* »

Divers syndicats et organisations syndicales régionales ont adopté de telles positions. Certains syndicats nationaux tels que le Syndicat des employés des services et celui des Travailleurs de la communication sont affiliés à une vaste coalition d'ONG et de mouvements sociaux appelée « *Protect the Results* », qui prévoit d'organiser des actions pour protéger le vote et probablement ce qui vient après.

Vers une grève générale politique ?

Lorsqu'il y a eu des grèves massives aux États-Unis, comme le soulèvement ouvrier des années 1930, la vague de grèves de l'après-Seconde Guerre mondiale de 1944 à 1949 ou le remarquable bouleversement de 1970, elles avaient un caractère fondamentalement économique et non politique. Les États-Unis n'ont jamais eu de grève générale nationale et rarement une grève générale à l'échelle d'une ville comme la grève générale de Seattle de 1919 ou la grève générale d'Oakland de 1946.

Il n'y a pratiquement aucun passé de grèves politiques aux États-Unis. Au 20^e siècle, on peut les compter sur les doigts d'une main : la résistance des mineurs en 1943 à la « trêve sociale » acceptée par les confédérations syndicales pour la durée de la guerre, la grève des mineurs de Virginie-Occidentale de 1969 pour obtenir l'indemnisation des effets de la silicose, et peu d'autres. L'exception à cela est le syndicat des dockers et de la manutention portuaire (ILWU) qui mène des grèves politiques depuis des années : contre la guerre contre le Vietnam, contre le régime d'apartheid sud-africain et une grève le 19 juin en solidarité avec les manifestations contre le meurtre de George Floyd. Le cas de l'ILWU montre la possibilité de telles actions.

Si Trump refuse un transfert pacifique du pouvoir en cas de victoire de Biden, les mouvements sociaux organiseront probablement des manifestations, mais ce sont les syndicats et les travailleurEs qui pourraient jouer un rôle clé.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

PERSÉCUTION DES OUIGHOURS Camps, travail forcé, dictature... et multinationales occidentales

Depuis cet été, la répression accrue des Ouïghours dans la province chinoise du Xinjiang est dénoncée par des ONG, des personnalités publiques et plus récemment certains États, qui condamnent en chœur la politique raciste perpétrée par Pékin contre cette minorité ethnique, quand cela peut servir leurs intérêts économiques ou géopolitiques...

Les Ouïghours sont un peuple d'Asie centrale, turcophone et majoritairement musulman, rattaché à la Chine en 1759, par l'annexion du « Turkestan oriental ». Ils seraient aujourd'hui environ 13 millions à vivre dans cette région reculée de l'ouest de la Chine. C'est dans les années 1950, puis lors de la révolution culturelle, que l'État chinois a lancé une politique d'assimilation forcée des diverses minorités du pays, ciblant notamment les Tibétains et les Ouïghours. La répression s'accroît à mesure que la Chine se développe et cherche à exploiter cette lointaine région, stratégique par ses ressources et sa localisation. La brutalité de Pékin attise le nationalisme, partiellement instrumentalisé par des organisations intégristes islamiques, dont le Parti islamique du Turkestan, affilié à Al-Qaïda. En 1995, les émeutes d'Aksou sont le prétexte à une nouvelle vague de répression, dont la lutte contre le terrorisme sera l'argument clé, notamment après le 11 septembre 2001.

Un laboratoire de la dictature

Depuis lors, les persécutions se multiplient (flicage, arrestations arbitraires, surveillance des familles), tandis que sont instaurés un contrôle des naissances et une campagne de stérilisation forcée des femmes ouïghoures. Une politique qui vise à diluer les Ouïghours dans l'ethnie Han (majoritaire en Chine), passée de 6% de la population régionale en 1949 à plus de 45% aujourd'hui, devant les Ouïghours (40%). Les dizaines de camps « de rééducation » – où sont enfermées chaque année près d'un million de personnes – incarnent cette volonté d'affaiblir cette minorité ethnique, alors que le régime expérimente dans le Xinjiang des mesures liberticides (endoctrinement des enfants arrachés à leur famille, apprentissage obligatoire du mandarin...) et des technologies de surveillance de masse utilisables contre toute la société. En effet, l'État chinois cherche aussi à faire un exemple de « lutte contre le séparatisme », en montrant que le régime est prêt

à tout pour maintenir l'ordre : du Tibet à Hong Kong, mais aussi contre la société chinoise tout entière.

Une région stratégique pour la Chine... et les impérialistes

Par ces mesures racistes, Pékin entend mettre au pas une minorité dans une région cruciale pour ses projets de « nouvelles routes de la soie ». Le Xinjiang est vaste (16% du territoire chinois) et représente 84% de la production nationale de coton et fournit de nombreuses ressources : minerais, terres rares, carrefour d'oléoducs... D'ailleurs, de nombreuses multinationales y sont présentes et exploitent une main-d'œuvre bon marché... et docile. Entre 2017 et 2019, 80 000 Ouïghours ont été envoyés dans des usines de la région. Des groupes comme Gap, Adidas, C&A, Tommy Hilfiger, H&M, Uniqlo, Nike, mais aussi Amazon, Nokia, Apple ou encore Volkswagen profitent de la situation au Xinjiang, sans rien dire ! La bourgeoisie a le cœur du côté du portefeuille : c'est bien connu !

L'hypocrisie des faux-amis

C'est sans doute pour les mêmes raisons intéressées que les États occidentaux changent de ton et dénoncent aujourd'hui la Chine. Ils se disent préoccupés par les droits humains, mais c'est certainement pour répondre à la montée en puissance de l'économie chinoise que Trump, Le Drian ou... le patron du groupe allemand Siemens ont tour à tour dénoncé le sort fait aux Ouïghours. Non pas que les impérialistes occidentaux soient du côté des opprimés : ils tolèrent autant les dictateurs que les jihadistes, quand cela va dans le sens de leurs intérêts... Mais face à ce « rival stratégique » (d'après l'UE) et « concurrent systémique » (pour la Fédération des industriels allemands) qu'est la Chine, la situation au Xinjiang peut « justifier » des sanctions commerciales contre les entreprises chinoises concurrentes. Une pression diplomatique dont ils espèrent profiter pour avancer leurs pions, mais qui ne changera rien au sort des Ouïghours, ce qu'ils savent pertinemment.

Mathilda Nallot et Hugo Weil

Si des mesures de confinement, de fermeture de lieux publics et de restriction des déplacements ont été mises en place, un confinement « total » n'a pas été décrété. Au niveau économique, dans un premier temps, le recours massif au chômage partiel, comme lors de la crise de 2008, a atténué l'impact de la crise sur la situation matérielle des travailleurs.

La situation sanitaire empire

Mais comme partout, la situation sanitaire se dégrade à nouveau depuis fin août, sans qu'aucune mesure n'ait été prise pour y parer. Notamment en termes d'embauches dans la santé, puisque si le nombre de lits s'est avéré relativement suffisant au printemps, le personnel manque partout, en lien avec les conditions de travail et de bas salaires. Le 15 octobre, un nombre record de 6638 cas était enregistré, en reprise rapide.

Après s'être longtemps contentés d'en appeler à la responsabilité individuelle et... d'augmenter les amendes, les gouvernements régionaux ont dû renforcer les mesures : restriction des déplacements à partir de zones à risque ; couvre-feu nocturne dans certaines villes, dont Berlin. Le gouvernement fédéral se réserve la possibilité d'un confinement si, d'ici dix jours, ces mesures ne font pas baisser la circulation du virus.

Répercussions sur l'emploi

Lors de la « première vague », jusqu'à 6 millions de travailleurs ont bénéficié du chômage partiel. Si cela impliquait des baisses de salaire pour beaucoup, et si la grogne face aux boîtes riches laissait les contribuables payer les salaires était bien réelle, de nombreux salariés ont ainsi échappé au pire. Dans l'immédiat. Car le patronat allemand s'attelle

ALLEMAGNE Deuxième vague de l'offensive patronale

L'Allemagne a été relativement épargnée par la « première vague » du Covid. Les hôpitaux, certes dégradés par les logiques de réduction de coûts, n'ont presque jamais été débordés, avec comme résultat presque cinq fois moins de morts qu'en France.



désormais à mener à bien ses projets de « restructuration », datant bien souvent d'avant le Covid. Depuis septembre, les annonces de licenciements pleuvent. En tout, 300 000 emplois seraient menacés. 2 000 suppressions de postes chez le sous-traitant automobile Mahle, 11 000 en Allemagne et en Autriche chez MAN (véhicules industriels), 13 000 chez Continental, 27 000 chez Lufthansa et Airbus... Chez Mercedes à Untertürkheim, 4 400 salariés sont menacés sur un seul site ! Un jour après l'annonce, la boîte se réjouissait d'avoir renoué depuis juillet avec sa marge opérationnelle, et prévoyait un rebond du marché et de ses bénéfices d'ici la fin de l'année... La colère des salariés

est d'autant plus grande qu'ils sont conscients qu'il s'agit d'attaques pour lesquelles le Covid n'est qu'un prétexte. De premières actions, des réunions agitées et des réactions à chaud témoignent de la colère. Mais le syndicat de la métallurgie IG Metall ne propose pour le moment que des négociations où quelques licenciements en moins seront payés – cher – par des baisses de salaires et des augmentations du temps de travail. Ou ils proposent des « plans alternatifs » pour la transition écologique, avec des fonds financés par les cotisations des syndiqués... Mais comme plan de bagarre, rien ! Au printemps, ce même syndicat avait accepté de renoncer à des

augmentations de salaires, contre des promesses de maintien de l'emploi...

La colère des « héros »

De son côté, la fédération syndicale Ver.di des services semble davantage sous pression de sa base. Les négociations de branche engagées, qui concernent 2,3 millions de salariés dans les transports, les hôpitaux, les crèches, et autres, sont accompagnées d'une série d'actions et de débrayages appelées par l'appareil syndical. Avec une participation sortant de l'ordinaire. La campagne médiatique contre « l'irresponsabilité » d'une grève en pleine pandémie qui prendrait d'autres en « otages », peine à prendre dans la population. Au mois d'août, des « manifs corona » avaient défrayé la chronique, à l'initiative de complotistes notoires et de diverses sphères d'extrême droite. Le 29 août, certains avaient paradé sur les marches du Reichstag et réussi, surtout avec un discours antimasque, à capitaliser la colère. La remontée du virus a rendu ces démagogues moins convaincants mais ils n'ont certainement pas dit leur dernier mot. Comme ailleurs, la population est moins prête qu'au printemps à se plier à un confinement qui interdirait toutes les activités, ou presque, sauf le travail.

Dima Rüger

DROITS DES FEMMES Aujourd'hui encore, lutter contre les politiques eugénistes

En septembre, une infirmière étatsunienne alertait sur le nombre élevé d'hystérectomies dans les camps de détention pour migrantEs, tristement célèbres pour leurs conditions de vie inhumaines. Selon elle, les femmes concernées, qui viennent majoritairement d'Amérique latine, n'auraient pas donné leur approbation pour cette opération. À plus de 10 000 kilomètres de là, la minorité musulmane ouïghoure est également soumise à une politique de la natalité, selon une enquête d'Associated Press. Celle-ci montre que l'État impose la stérilisation ou la pose de dispositifs intra-utérins à des centaines de milliers de femmes. Conséquence ? Dans la région du Xinjiang, le taux de natalité a chuté de 24 % en 2019, contre 4,2 % sur l'ensemble du pays. Ces stérilisations s'inscrivent dans les violences exercées par Pékin à l'encontre de cette population : assimilation forcée, islamophobie d'État, enfermement dans des camps de détention (dits de « rééducation »).

Une continuité historique

Mais ces politiques de contrôle de la population via le corps des femmes

En Chine ou aux États-Unis, on a appris récemment que des stérilisations non consenties avaient été effectuées sur certaines catégories de la population. Des politiques de contrôle des naissances visant des minorités qui ne sont pas nouvelles.

ne sont pas nouvelles. Celles-ci se justifient selon des critères raciaux (France et États-Unis), religieux ou ethniques (Chine) ou sociaux (Suisse). Par exemple, l'État français a soumis ses « indigènes » à des politiques sur la natalité, notamment à l'île de la Réunion. Ainsi, dans les années 1960-1970, plusieurs milliers de femmes y ont été victimes d'avortements ou de stérilisations contraintes. L'histoire est ironique puisque ces violences se déroulaient alors même que l'avortement était interdit et que les métropolitaines blanches luttèrent pour y avoir accès. Aux États-Unis aussi, on estime que 42 % des femmes natives-américaines ont été stérilisées dans les années 1970, dans le cadre d'un programme de contrôle des naissances. En moins d'une dizaine d'années, cela correspond à 70 000 femmes. Ces politiques, qui concernaient officiellement les femmes « dépendantes de l'État social », visaient également les

femmes afro-américaines, selon une conception raciste encore ancrée aujourd'hui. Au même moment, les femmes blanches sortaient victorieuses de leur lutte pour le droit à l'avortement, qu'elles ont arraché en 1973.

Quels enjeux politiques ?

Au-delà de la diversité des situations évoquées ici, que retirer de ces violences d'État pour nos luttes ? En premier lieu, malgré la violence de ces opérations contraintes, il ne faudrait pas oublier leur autre face, l'eugénisme positif. Celui-ci vise à encourager la natalité de la population jugée saine et positive, qu'elle soit blanche, de classe moyenne/supérieure ou non musulmane. On comprend ainsi mieux comment un même État a pu faire avorter de force des centaines de femmes tout en interdisant l'avortement pour celles qui le réclamaient. Deuxièmement, cela doit nous amener à ne pas réifier des droits pour lesquelles nous nous battons.

Nous devons certes nous mobiliser pour le « droit à l'avortement », mais il est essentiel de ne pas le considérer comme le seul chemin vers la libération des femmes. Nous devons dès lors lutter pour un droit à l'avortement libre (et gratuit !) tout en défendant le droit d'élever des enfants pour des mères directement visées par les violences d'État. Enfin, il ne faut jamais oublier que ces politiques de naissance s'inscrivent dans un contexte plus large, et dans un faisceau de violences qui ne visent pas seulement le corps des femmes. Celles-ci s'exercent par la militarisation des frontières, l'exclusion sociale, la précarité, l'assimilation forcée ou encore l'incarcération. Il nous faut dès lors réinscrire la défense des droits reproductifs dans une lutte pour la vie, non pas comprise comme les activistes étatsuniens opposés à l'avortement, mais comme une lutte pour notre dignité individuelle et collective.

Anouk Essyad

CLIMAT Le mois de septembre le plus chaud jamais enregistré

Des températures mondiales sans précédent ont fait du mois de septembre dernier le plus chaud depuis 1880. 2020 sera probablement l'une des trois années les plus chaudes jamais enregistrées.

Une chaleur sans précédent dans le monde entier a fait de septembre 2020 le mois le plus chaud depuis 1880, selon le dernier rapport mensuel sur le climat mondial de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA-National Oceanic and Atmospheric Administration). La chaleur du mois a également renforcé la tendance de 2020 à être une année remarquablement chaude, les températures mondiales depuis le début de l'année arrivant en deuxième position des chiffres enregistrés depuis 141 ans.

Les statistiques du mois de septembre

En moyenne, la température mondiale de la surface des terres et des océans en septembre 2020 a été la plus élevée depuis 141 ans, avec 0,97 °C de plus que la moyenne du 20^e siècle (15 °C). Ce chiffre dépasse les précédents records établis en 2015 et 2016. Septembre 2020 a été le 44^e septembre consécutif et le 429^e mois consécutif où les températures ont dépassé la moyenne du 20^e siècle. Les dix septembres les plus chauds ont eu lieu depuis 2005, et les sept septembres les plus chauds ont eu lieu au cours des sept dernières années (2014-2020). Le 15 septembre, la glace de mer ne couvrait que 1,44 million de miles carrés (3 730 000 km²) de l'Arctique, soit la deuxième plus petite étendue minimale jamais enregistrée, après le 17 septembre 2012. Les 14 plus petites étendues minimales annuelles ont toutes été observées au cours des 14 dernières années.

Depuis le début de l'année : janvier-septembre 2020

La température mondiale moyenne cumulée depuis le début de l'année a été la deuxième plus chaude jamais enregistrée, avec 1,02 °C de plus que la moyenne du 20^e siècle. Ce chiffre n'est qu'à 0,04 °C du record établi pour le même cumul annuel en 2016. L'hémisphère nord a égalé le record de chaleur enregistré en 2016, tandis que l'hémisphère sud a connu son quatrième record de chaleur. L'Europe, l'Asie et le golfe du Mexique ont connu leur période de janvier à septembre la plus chaude jamais enregistrée, tandis que l'Amérique du Sud et la région des Caraïbes ont enregistré leur deuxième record. Aucune région terrestre ou océanique n'a connu de températures record en cumul annuel de froid. Selon l'analyse statistique des scientifiques de la NOAA, 2020 sera très probablement l'une des trois années les plus chaudes jamais enregistrées.

Ian Fergus

Publié sur le site Climate&Capitalism, traduction rédaction À l'Encontre.

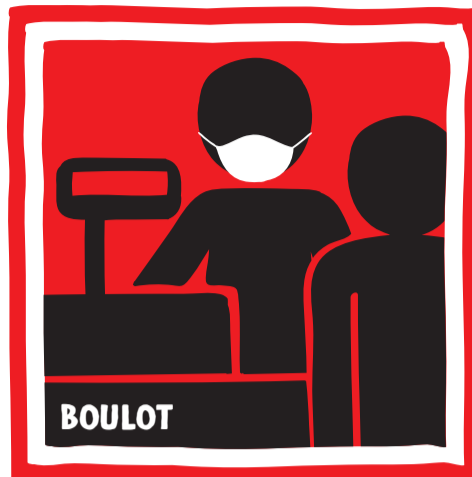


La mesure était sortie dans les médias comme un ballon d'essai, et Macron vient de le confirmer. Incapable de répondre à l'épidémie depuis son arrivée en France, le pouvoir n'a aujourd'hui comme unique réponse à proposer que le couvre-feu de 21h à 6h dans les zones géographiques à risque, soit l'Île-de-France et huit métropoles. Une nouvelle mesure de restriction des libertés individuelles au nom de la lutte contre le Covid-19, alors que cette deuxième vague n'a rien d'une fatalité. Le sens fondamental de cette nouvelle mesure, Macron ne s'en est même pas caché, c'est que «la vie économique», c'est-à-dire la machine capitaliste à faire travailler la majorité pour le profit de quelques-uns, ne peut pas s'arrêter, ne doit pas s'arrêter, coûte que coûte... Nous avons donc désormais le «droit» de porter à peu près partout des masques que nous aurons dû nous-mêmes acheter, de nous entasser dans les transports en commun et au travail, au détriment de la distanciation physique... mais par contre il sera impossible d'avoir un minimum de vie sociale, familiale, amicale, de distraction, en dehors de son boulot!

Depuis des mois, Macron et ses amis n'ont rien fait pour éviter ce rebond de l'épidémie. Sans aucune organisation, la politique de dépistage s'est effondrée, permettant juste aux labos privés de «faire du chiffre» mais pas de briser les chaînes de contagion. Et les hôpitaux n'ont eu les moyens ni de recruter ni de former pour faire face à l'épidémie. Il n'y a eu aucun plan d'ouverture de lits, comme le demandent pourtant les hospitaliers et leurs syndicats qui se sont de nouveau mobilisés (lire page 8) et pour lesquels Macron n'a visiblement rien à proposer. À l'évidence, le traitement sanitaire de cette épidémie, qui passe par le développement de notre système de santé, de ses établissements, n'est pas le souci de ce gouvernement.

Le pouvoir croit-il vraiment que nous allons accepter ces mesures improvisées et incohérentes, et ces attaques contre nos droits sociaux et nos libertés alors qu'aucune politique publique sanitaire n'est réellement mise en œuvre? C'est l'inverse de ce que fait le gouvernement qu'il faut défendre. Le NPA construira et soutiendra toutes les mobilisations portant des mesures d'urgence sanitaire et sociale: la gratuité des protections (masques...), la réquisition des laboratoires d'analyse médicale pour organiser la politique de dépistage, l'ouverture massive de lits et l'embauche de 120 000 personnels soignants à l'hôpital sur postes statutaires, avec des revalorisations salariales de 300 euros pour toutes. Des mesures qu'il faudra leur arracher, par la lutte, jour et nuit s'il le faut.

Le NPA va prendre au plus vite contact avec l'ensemble des organisations progressistes pour construire une riposte collective aux plans que nous réserve Macron pour les mois qui viennent.



NON AU COUVRE-FEU

DES MOYENS POUR LA SANTÉ!

LE COUVRE-FEU POUR FAIRE VIVRE LES PROFITS AU TEMPS DU COVID-19

Face à l'explosion des nouveaux cas de Covid-19, le gouvernement a décidé d'activer un seul levier, le couvre-feu pour 20 millions de personnes. Le seul levier qui ne pénalise pas les profits. On est bien loin des impératifs de santé publique. Un pari qui ne sera probablement pas gagnant. Alors après le couvre-feu du soir, le couvre-feu du week-end? Une seule certitude, la vie de 20 millions de personnes va être réduite au fameux métro-boulot-dodo. Nos loisirs, nos amours, notre culture, nos amiEs, nos vies sous couvre-feu. D'autres choix étaient possibles.

Couvre-feu, une efficacité limitée, sauf pour les profits des grands groupes! Le gouvernement s'est appuyé sur l'exemple de la Guyane pour dire que le couvre-feu est efficace. Selon Santé publique France, il aurait réduit de 36% le taux de transmission du virus. Une affirmation bien audacieuse, à la lecture des publications de l'Agence régionale de santé de Guyane. Car si cette baisse existe bien, elle est le résultat de plusieurs éléments, le couvre-feu, mais aussi le confinement total des régions où le virus circulait le plus, ainsi que la fermeture des communications avec le Brésil tout proche, grand pourvoyeur de contamination virale¹. Dans d'autres cas, on peut aussi relever les effets pervers du couvre-feu: à Anvers, une aggravation des pics de fréquentation dans les transports en commun!

Les oubliés des mesures de Macron

Si les contaminations familiales et sur le temps de loisirs sont mises en avant, toutes les contaminations en entreprise ont été oubliées. Les plus fragiles, les plus touchés lors de la première vague ont aussi été oubliés! Pourtant selon Santé publique France (chiffres du 8 octobre), parmi les 3207 clusters, les entreprises hors établissements de santé (ES) restaient parmi les types de collectivités les plus représentées avec 25%, puis le milieu scolaire et universitaire 21%, les établissements de santé 11%; le milieu familial élargi (plusieurs foyers) et les événements publics/privés rassemblant de manière temporaire des personnes, 17%. Et le système éducatif devient le principal lieu de contamination avec 35,3% des clusters en cours d'investigation, donc récents.

Lors de la première vague, les personnes âgées, les personnes fragiles

CORONAVIRUS: MACRON RECOMMANDE DE PRENDRE L'AIR ET D'OUVRIR LES FENÊTRES POUR AÉRER



face au Covid-19 ont été basculées sur le télétravail. Et en cas d'impossibilité eux, mais aussi leurs familles, ont été mis en chômage partiel indemnisé par l'État. Or le décret du 29 août a vidé cette catégorie de la plupart des personnes qui pouvaient en bénéficier auparavant. Seuls en bénéficient encore... ceux qui de toutes les façons ne peuvent pas travailler! Tous les autres, au travail. Tout cela pour économiser 50 à 100 millions d'euros par mois en protégeant 50 000 à 100 000 personnes à risque de forme grave de Covid, selon l'OFCE. «Oubliés» les fragiles du Covid! Heureusement, le Conseil d'État, saisi par la Ligue contre l'Obésité, a cassé le décret. Autre «oubli» de Macron, pas question d'imposer le télétravail aux entreprises, comme hier il a

fallu attendre le 1^{er} septembre pour y imposer le port du masque. Cela reste au bon vouloir de chaque patron, qui doit rester maître de l'organisation du travail. Réduire les productions inutiles, réduire le temps de travail, augmenter les temps de pause, notamment déjeuner, vider les prisons, fermer les centres de rétention, donner du pouvoir aux salariéEs, aux syndicats pour imposer une organisation du travail efficace contre le Covid, réquisitionner des bâtiments vides pour dédoubler les classes et les cantines, embaucher du personnel, voilà autant d'exigences qui coûtent sûrement, d'après Macron, un «pognon de dingue» et qui en plus ont le malheur de renforcer le collectif de travail, au moment où gouvernement et patronat veulent

faire passer licenciements et mauvais coups contre les travailleursEs.

Contaminations sous-estimées dans les transports

Bars fermés, mais quais bondés, surtout aux heures de pointe. Selon Jean-Baptiste Djebbari, ministre des Transports, les transports en commun ne représentent que 1,2% des clusters. Et cela grâce aux masques, dont le port est très respecté dans tous les transports en commun, même si 15 000 contravention ont été dressées à la RATP, sans compter les masques portés sous le nez! Un chiffre très sous-estimé, selon de nombreux épidémiologistes, car impossible dans des transports anonymes de tracer une contamination. Or une étude chinoise sur l'ensemble des contaminations transport entre décembre 2019 et mars 2020 souligne bien l'importance centrale du port du masque. Mais elle pointe aussi la majoration du risque avec la durée des trajets, le type de ventilation... et le respect de la distanciation physique. Or toutes ces mesures de distanciation ont été suspendues... pour permettre à toutes d'aller au travail. Un couvre-feu qui réduit nos vies à la production de leurs profits, aucune mesure de protection au travail, en formation ou dans les transports, aucune embauche dans les hostos, aucun changement de pied sur les campagnes de tests ciblés, la menace des amendes et un discours autoritaire, là où il faudrait investir dans notre intelligence collective, notre capacité à vivre, aimer et travailler en minimisant les risques pour les plus fragiles face au Covid, un tout faux pour le banquier de l'Elysée. Pour lui nos vies, la démocratie, valent moins que leurs profits.

Frank Prouhet

1 - Sur la Guyane, lire également ci-contre.

LE COUVRE-FEU ET SES CONSÉQUENCES

Pour annoncer la suspension de la libre circulation des habitantEs d'Île-de-France et de huit métropoles, Macron a volontairement employé un terme à connotation guerrière: le couvre-feu. Il n'est pas certain que ce remède militaire contre le coronavirus aboutira à des résultats sanitaires tangibles, mais il est probable que les effets secondaires seront déplorables.

Plusieurs scientifiques ont fait connaître leurs doutes sur l'efficacité du couvre-feu imposé entre 21 heures et 6 heures. Pour Michèle Legeas, enseignante à l'École des hautes études en santé publique, spécialiste de l'analyse et de la gestion des situations à risques sanitaires, aucune étude ne permet de démontrer que le couvre-feu limitera la circulation du virus ni que les risques de transmission sont plus élevés la nuit lors de nos activités de loisirs, que le jour lorsque nous allons travailler, ou étudier souvent en prenant les transports. On ne sait pas encore tout de la transmission de ce virus, mais on sait qu'elle est très liée au fait de passer du temps à proximité d'un porteur du virus.

Le système de dépistage est un fiasco

Selon l'épidémiologiste Catherine Hill, le couvre-feu est une mesurette, le virus circule tandis que beaucoup de gens continuent à se promener, travaillent, prennent les transports en commun, rentrent dans les magasins, croisent des gens. Le système de dépistage est un fiasco, la seule solution serait d'avoir une stratégie qui fonctionne, mais en ce moment on attend que les gens soient symptomatiques, plus le temps d'aller voir un médecin, plus le temps d'être testés, plus le temps d'obtenir le résultat du test... et on leur dit qu'ils sont contagieux au moment où ils ne le sont plus! Catherine Hill prône des tests groupés en mettant les prélèvements de 20 personnes dans un seul tube et en cherchant s'il y a du virus dans ce tube, ce qui permettrait de tester 10 ou 20 millions de personnes par semaine. Même si ces tests ne sont pas parfaits, on trouverait le maximum de gens contagieux avant qu'ils aient contaminé autour d'eux. Si on avait réagi correctement début septembre en organisant la priorisation des tests, le traçage des cas contacts et leur isolement complet on n'en serait pas là, confirme l'ancien directeur général de la santé. C'est aussi pour répondre aux desiderata du Medef que Macron limite l'usage du télétravail. Cette pratique n'est certes pas la panacée, et soulève d'autres questions, mais en période d'épidémie, la restriction de son usage est une mise en danger d'autrui.

Le profit au détriment de la liberté, de la santé et de la vie

Santé publique France, un organisme gouvernemental, indiquait dans son point hebdomadaire du 8 octobre que les entreprises sont les premiers foyers de transmission du Covid (25%), suivies des établissements scolaires et universitaires (21%) et des événements publics/privés rassemblant de manière temporaire des personnes (17%). Macron et Vèran, son ministre de la Santé, connaissent ces données et ils n'ignorent pas l'état dramatique du système de santé. Macron, interpellé par des soignantEs, a affirmé que les hôpitaux ne manquent pas d'effectifs mais souffrent de problèmes d'organisation, il a donc uniquement reconnu dans son show télévisé que leurs situations étaient «préoccupantes». Son souci essentiel est que «l'on

sauve l'économie» et pour cela que «l'on continue notre vie sociale... au travail.»

Avec les limites temporelles imposées par le gouvernement, la vie sociale se réduira pendant plusieurs semaines au «métro, dodo, boulot» sous contrôle policier pour sauver le capitalisme. Les temps de loisirs sont aussi réglementés, avec la «règle des six personnes», mais il est possible de travailler en open space, alors que les règles de distanciation ne sont pas toujours respectées, y compris dans les organismes de sécurité sociale chargés de tracer la transmission du virus.

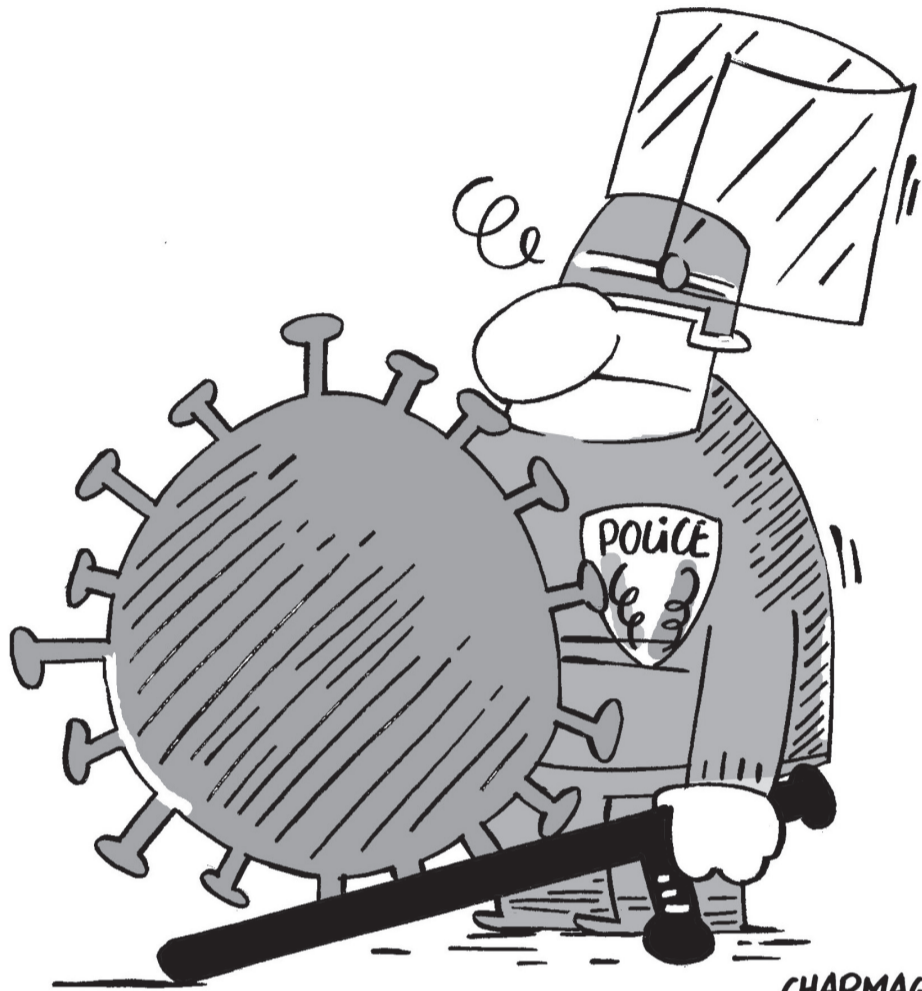
100 milliards pour les patrons, 800 millions pour les pauvres

Début octobre France Stratégie, une institution rattachée auprès du Premier ministre constatait que «la

crise sanitaire a touché en particulier les plus démunis qui ont rencontré des difficultés importantes en matière de subsistance, de santé, ou encore d'accès à l'éducation à distance durant le confinement».

Les associations de lutte contre la pauvreté ont annoncé un million de pauvres supplémentaires engendrés par le confinement. Elles ne se sont hélas pas insurgées mais ont vivement critiqué le gouvernement. Le délégué de la fondation Abbé Pierre a constaté que «c'est le prolongement de la politique menée depuis deux ans et demi : coupes dans les APL et le logement social, et refus de revaloriser le RSA et de l'ouvrir aux 18-25 ans». 1,3 million de personnes «venues parfois après plusieurs jours de jeûne» ont sollicité une aide du Secours populaire. La Fédération des acteurs de la solidarité prévoit au moins un million de pauvres supplémentaire l'an prochain, qui s'ajouteront au 9,3 millions de personnes vivant déjà sous le seuil de pauvreté monétaire (1063 euros par mois et par personne). Mais il n'est pas question pour Macron de changer de politique, il rappelait à la télévision le 15 octobre que «Nos fondamentaux, c'est la lutte contre la pauvreté par le retour à l'activité et le travail.» La présidente du Secours catholique avait déjà répliqué à ce discours : «Ce n'est pas possible d'être aussi fermé, de rester entêté sur des théories voulant qu'aider les entreprises finira par nuire sur les pauvres et que si on aide les gens, ils retourneront moins vers le travail...» Et pourtant : dans le «plan de relance» de 100 milliards d'euros annoncé en septembre, ce sont à peine 800 millions d'euros qui sont consacrés aux plus démunies, dont 533 millions d'euros pour la hausse exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire.

S. Bernard



CHARMAG



RENFORCER LES MOYENS DE L'HÔPITAL PUBLIC

Manque de personnel, fermeture de 100 000 lits en 20 ans, de services d'urgences, de maternité, de chirurgie de proximité, regroupement dans d'énormes usines à soins déshumanisés mais plus «rentables» : les effets des politiques d'austérité n'ont pas attendu l'épidémie pour se manifester. Tout au long de l'année 2019, les services d'urgences ont été en grève et les mobilisations hospitalières se sont succédé pour exiger, sans succès, un recrutement massif de personnel, l'augmentation des budgets hospitaliers, la revalorisation des salaires. Les effets désastreux de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, dont la «tarification à l'activité» est l'un des principaux outils, ont été mis en relief par la pandémie. L'hôpital étant rémunéré selon le nombre d'actes fournis, un lit vide est un lit «non rentable», et le «taux d'occupation des lits» doit être le plus élevé possible. Pas de place dans ces conditions pour anticiper des événements «imprévus»... comme cette épidémie.

La politique des gouvernements successifs a consisté à «externaliser» vers des opérateurs privés une part croissante des missions de l'hôpital public, et en finir avec la place centrale de celui-ci dans le dispositif de soins.

Les leçons de l'épidémie exigent au contraire un renforcement des moyens du service public de santé, à l'opposé de la poursuite et de l'accélération de ce qui n'a pas fonctionné depuis 25 ans et que veulent poursuivre Macron-Vèran avec leur «Ségur» de la santé.

EXIGEONS :

~ La gratuité des protections (masques, tenues...), des tests, des médicaments et traitements, et leur accès pour touTEs

~ La gratuité totale des soins sans avance des frais, avec une prise en charge par la Sécurité sociale

~ Un plan massif de formation et de recrutement pérenne de 120 000 emplois pour les hôpitaux, et d'un poste par résidentE dans les EHPAD

~ Un plan massif de financement du système de santé et sa réorganisation sous le contrôle des professionnels et des patientEs

~ L'augmentation générale et pérenne des salaires d'au moins 300 euros pour tous les personnels des hôpitaux et d'EHPAD



LE COUVRE-FEU EN GUYANE

UNE MESURE INEFFICACE ET LIBERTICIDE

Le couvre-feu est en place en Guyane depuis plus de six mois. Une mesure sans efficacité prouvée et qui contribue à l'appauvrissement de la population, dans un climat sécuritaire renforcé.

Nous devons avoir deux choses importantes à l'esprit. Premièrement, l'impact du couvre-feu sur le développement de la maladie est très contestable. En juillet, au moment du pic de l'épidémie, une étude sérologique a été menée qui montrait que 15% de la population guyanaise avait été infectée – avec 25,5% de pic sur la métropole de Cayenne – soit 45 000 cas au moment de l'étude, mi-juillet. On attend la suite des résultats de cette étude, puisque des tests massifs ont été menés en septembre.

Ce qu'on voit sur les résultats sérologiques, c'est surtout que l'infection a suivi un gradient social. C'est-à-dire que les communes pauvres comme Cayenne ont atteint les 25% de contaminés et les communes riches comme Rémire-Montjoly étaient à peine à 5%. Dans les communes riches, 80% des personnes contaminées ont été dépistées alors que dans les communes pauvres on s'aperçoit que les gens ne se font pas tester et qu'il y avait à peine un tiers des gens qui avaient été dépistés.

Deuxième élément important : à l'issue de l'état d'urgence sanitaire, qui s'est fini il y a un mois en Guyane, le Préfet a décidé de prolonger le couvre-feu sans aucune justification particulière, de façon complètement arbitraire. Le couvre-feu n'a donc jamais été levé alors qu'il n'a montré aucune efficacité. Une situation très problématique avec la pérennisation d'un climat hautement sécuritaire.

Adrien Guilleau

MARSEILLE Carrefour des ras-le-bol

Depuis vendredi 9 octobre, les salariéEs de Carrefour Le Merlan (dans le 14^e arrondissement de Marseille) sont en grève contre la tentative de licencier Frank Meynier. Cette attaque n'est pas la première de la part d'une direction qui n'hésite pas à user d'un management agressif pour dégrader les conditions de travail. Mais cibler «Franky», militant CGT et travailleur reconnu depuis des années sur le site, a mis le feu aux poudres.

Vendredi 9 et samedi 10, la mobilisation a permis de bloquer le magasin, ce qui a permis aux grévistes d'enregistrer de nombreuses marques de solidarités, de la part des clientEs qui trouvaient portes closes, mais aussi de la part de nombreux syndicalistes, ou encore d'une vingtaine de Gilets jaunes venus fêter l'acte 100 avec les grévistes.



NPA

Manœuvres judiciaires

Face à ce mouvement inattendu, la direction joue le pourrissement. Elle a d'abord assigné le syndicat CGT au tribunal pour entrave à la liberté du travail, par le blocage du magasin mais aussi pour une prétendue séquestration du directeur.

En soutien, lundi 12 octobre, plusieurs dizaines de personnes se sont réunies devant le tribunal de grande instance de Marseille.

Les travailleurEs ne se laissant pas impressionner par ces manœuvres judiciaires et refusant de baisser la tête, c'est en ayant recours à des gros bras qui ont envoyé un gréviste à l'hôpital que la direction a rouvert le magasin. Mardi 13 octobre, les salariéEs de Carrefour Châteauneuf, dans la périphérie de Marseille, se sont à leur tour mobilisés pour défendre leurs conditions de travail.

Mais la politique de Carrefour Le Merlan n'est pas une exception. Ce sont tous les grands groupes de la grande distribution qui cassent les conditions de travail en cherchant à augmenter la productivité, comme en témoignent les nombreuses annonces de plans de licenciements, comme à Auchan où 1500 postes sont menacés.

Les licenciements sont donc la seule forme de récompense qu'offre la société de Macron et des grands patrons aux «héros de la 2^e ligne» lors de la «guerre contre le Covid». Il est aujourd'hui urgent que les travailleurEs se mobilisent contre les licenciements jusqu'à arracher leur interdiction.

Correspondant

SANTÉ Les hospitalierEs n'ont pas dit leur dernier mot!

L'appel unitaire lancé par l'AMUF, la CGT, SUD, le SNPI CFE CGC, l'Inter-bloc, le Printemps de la psychiatrie, la Coordination nationale des hôpitaux et maternité de proximité et le Collectif inter-urgences, ne s'est pas traduit par une montée nationale à Paris, malgré le renfort du Collectif inter-hôpitaux. À Paris, un millier de manifestantEs ont défilé et des initiatives ont eu lieu toute la journée, partout dans les régions, portant haut et fort la contestation qui, dans le contexte, a eu un fort impact médiatique et politique.

La signature des accords de Ségur par FO, la CFDT et l'UNSA a fracturé le front syndical. Cette division a profondément affaibli le mouvement, d'autant plus que les directions syndicales non-signataires, plutôt que de coordonner, dans une perspective nationale, les nombreuses luttes qui se poursuivent localement, consacrent beaucoup d'énergie à exiger une place à la table de la négociation ministérielle ou nourrissent le dialogue social avec la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Fermetures de lits et restructurations se sont poursuivies

La prime Covid de 500 à 1500 euros et l'augmentation de 183 euros, loin des 300 revendiqués, ont apaisé un moment la colère des hospitalierEs au sortir de la première vague, ceux et celles qui ont affronté le virus sans protections adaptées, le gouvernement et les autorités sanitaires ayant manqué à tous leurs devoirs. Sauf que les 40 000 collègues du médicosocial, exposés au même risque, ont été exclus de cette revalorisation, en toute connaissance des signataires du Ségur.

Tout à leur préoccupation majeure de relancer l'économie, c'est-à-dire permettre aux capitalistes de restaurer leurs taux de profit, les dirigeants n'ont pris aucune disposition pour donner les moyens à l'hôpital public de faire face à la deuxième vague. Bien au contraire, fermetures de lits et restructurations se sont poursuivies. Aucun plan d'embauche et de formation n'a été engagé, alors qu'il manque 300 000 collègues dans les hostos et les Ephad, sans même évoquer le secteur social. Pire, il est envisagé de former des aides-soignantEs en 15 jours, au



lieu des 10 mois déjà largement insuffisants. Quant à l'annonce de l'indemnisation des congés supprimés, elle n'est que poudre aux yeux : elle ne concernera que très peu de soignantEs, les congés ayant déjà été refusés par la hiérarchie. Les salaires sont indécents et les conditions de travail gravement dégradées mettent en danger les personnes prises en charge dans les services. Enfin, pour Macron, il s'agit non pas d'un problème de moyens mais d'organisation, la coupe est pleine ! Tout cela est à l'origine du découragement et de l'épuisement professionnel qui gagnent la majorité des soignantEs dont près de 40% envisagent d'abandonner le métier.

Les hospitalierEs ne renoncent pas

À Toulouse, le 15 octobre, ils et elles étaient 2000 dans la rue, avec les anesthésistes en grève, pour dénoncer la situation au CHU qui n'a de cesse de se dégrader et le manque de lits justifié par un rapport récent de la Cour des comptes régionale prescrivant la réduction de ceux-ci. Pour dénoncer aussi la répression d'une syndicaliste mise au tribunal par la direction locale.

Au Centre hospitalier du Rouvray, malgré la grève de la faim de 2018 dont la première des revendications était de retrouver les moyens d'accueillir dans des conditions dignes les patientEs en hospitalisation, et en particulier les mineurEs, la direction poursuit au rouleau compresseur la réduction des moyens hospitaliers en envisageant la fermeture de 86 lits. Le 15, de l'ARS à la cathédrale de Rouen, 200 manifestantEs étaient mobilisés. À l'hôpital du Havre, le plan blanc décrété la veille a limité la mobilisation à 80 personnes, les collègues étant réquisitionnés dans des services en 12 heures. En Auvergne, de Billom à Royat, en passant par Saint-Paulien et le Puy-en-Velay, à l'hôpital comme dans les Ephad, touTEs se sont mobilisés, tant pour les salaires que pour des embauches.

À Bordeaux, 700 personnes, très en colère, du CHU et de cliniques privées se sont rassemblées. À Quimper, 160 pour interpellier la maire, nouvelle présidente du conseil de surveillance de l'hôpital mis sous tutelle de l'ARS, pour un déficit de 31 millions. À Tours, 350 à la manifestation régionale avec un taux de mobilisation au CHU de Tours à 2,8% contre 25% le 16 juin dernier. À Besançon, 200 devant

l'ARS, présence dynamique de délégations médicosociales. Nombreux à Caen, les médicosociaux et les hospitalierEs venus d'Evreux pour être reçus par l'ARS. À l'hôpital psy de Ville-Évrard (93) ils étaient 60 à interpellier, en pleine Commission médicale d'établissement, la direction, qui a dû s'engager à faire remonter, à l'ARS, la colère des personnels de la Maison d'accueil spécialisée privés des 183 euros. Y compris à l'APHP, l'Hospitalisation à domicile est en lutte et les infirmierEs anesthésistes de Mondor lancent, à l'instar de leurs collègues de Toulouse, un appel à la grève.

Une destruction de l'hôpital qui n'est pas disruptive

Les députés vont débattre du Projet de loi de financement de la sécurité sociale, PLFSS qui, à l'opposé des déclarations de Macron au plus fort de la première vague, confirme de nouvelles coupes budgétaires au détriment de l'hôpital. Face à ce gouvernement et à ce président qui s'acharnent à affaiblir le service public hospitalier, l'urgence est à la riposte unitaire, à la coordination de celles et ceux, nombreuses et nombreux qui, partout en France, ne baissent pas les bras.

CorrespondantEs



L'Anticapitaliste la revue

Le n° 119 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

COMMERCE

« Notre grève n'est pas seulement l'affaire des salariéEs de deux magasins Biocoop »



CHARMA6

SAINT-DENIS Les salariéEs de la mairie en grève pour la défense de leurs droits et du service public

Mathieu Hanotin, maire de Saint-Denis et président de Plaine Commune, a augmenté son indemnité de 1360 euros, touchant ainsi 10 000 euros par mois grâce au cumul de ses mandats. Aujourd'hui il remet en cause les droits des salariéEs municipaux dont une grande partie ne touche pas plus de 1400 euros par mois.

Ce sont les ATSEM, éducatrices, éducateurs, infirmièreEs, agentEs d'accueil, animateurs, animatrices, puéricultrices, agentEs d'état civil, secrétaires, assistantes sociales, gardiennes d'école, jardinierEs, éboueurs... qui sont attaqués. Ce sont les mêmes qui sont toujours en première ligne au service de la population. À la mairie, 70% sont des femmes. Souvent à la tête des familles monoparentales, elles jonglent entre le travail et les tâches domestiques. Mais en pleine crise sanitaire et sociale, Hanotin est pressé de réduire les congés, d'instaurer les salaires « au mérite » en appliquant la loi dite de transformation de la fonction publique du 6 août 2019. Or cette loi permet :

- l'augmentation du temps de travail ;
- la précarisation des plus fragiles ;
- la casse de l'emploi et du service public ;
- l'affaiblissement des instances paritaires qui défendent les salariéEs.

De plus, elle a été votée contre l'avis de toutes les organisations syndicales.

Grève, blocages, rassemblements et manifestations

Sans scrupule, Hanotin veut appliquer, à Saint-Denis et à Plaine Commune, la politique de Macron qui va dégrader encore plus les conditions de travail des territoriales et territoriaux dont les missions, auprès d'une population déjà en difficulté, sont plus que jamais indispensables. Les congés et les primes compensent à peine cette situation. Le maire utilise aussi le mensonge pour essayer de monter les habitantEs contre les grévistes et les syndicalistes. À la violence sociale de la suppression des droits, il ajoute la violence de la calomnie, la violence de l'insulte, la violence de la police municipale, que le maire a décidé d'armer, et de la police nationale. Face à la décision du maire, les syndicats CGT, SUD, FSU et UNSA se sont lancés, depuis une quinzaine de jours, dans une mobilisation



Dans la manifestation du 22 août. DR

intersyndicale : grève, blocages, rassemblements et manifestations. Malheureusement, l'unité syndicale est cassée par FO qui pense pouvoir négocier seul avec le maire, chose impossible sans l'existence d'un vrai rapport de forces. Considérée comme une lutte emblématique contre la régression sociale, par les fédérations syndicales concernées, l'action

des grévistes de Saint-Denis a déjà reçu le soutien d'associations et habitantEs au niveau local, mais aussi des structures syndicales aux niveaux départemental et national. Comme par ailleurs Hanotin s'attaque aussi aux salariéEs de Plaine Commune, des mobilisations et convergences d'actions se préparent au niveau intercommunal et départemental.

CorrespondantEs

Le 23 janvier 2020 au matin une cinquantaine de militantEs (Gilets jaunes, syndicalistes de la CGT, FSU, Solidaires, des militantEs du NPA et de la LDH) étaient présents devant le commissariat de Rodez pour soutenir six camarades convoqués au commissariat de Rodez suite à diverses actions qui se sont déroulées lors du mouvement social de cet hiver contre la réforme des retraites.

Remise en question lente de nos libertés publiques

Nos six camarades sont à nouveau convoqués au tribunal de police mardi 3 novembre prochain à 14 h. Nos organisations [...] appellent dès aujourd'hui à se mobiliser en solidarité avec touTEs les camarades convoqués, à participer au rassemblement et initiatives qui se tiendront ce jour devant le tribunal et à dénoncer des tentatives d'intimidation policière et judiciaire inadmissibles.

Nous le constatons depuis des mois, les réponses répressives (administratives, judiciaires) à l'encontre de

RODEZ Appel à rassemblement contre la répression syndicale

Extraits d'un appel unitaire¹ signé par le NPA.



Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

toutes celles et tous ceux qui portent un autre projet de société et qui luttent, combattent les politiques libérales qui détruisent les droits des salariéEs du privé comme de la fonction publique, se multiplient. Ce qui se traduit par des sanctions

administratives, l'autorisation de licenciements à l'encontre de représentants syndicaux, des mises en examen, des condamnations judiciaires des militantEs syndicaux et plus largement du mouvement social, sans oublier les gazages,

humiliations, mutilations dont sont victimes les manifestantEs. C'est ainsi une remise en question lente de nos libertés publiques et de manifester qui ne cesse de progresser. Nos organisations [...] alertent sur toutes ces dérives qui actent le recul des libertés syndicales, des libertés d'opinion et de manifestation, c'est pourquoi nous serons aux côtés de toutes celles et tous ceux qui les subissent et condamnent ces dérives autoritaires qui vont à l'encontre d'une véritable démocratie. Le gouvernement prend prétexte des mobilisations sociales pour mettre en place des outils répressifs policiers et judiciaires. Nous continuerons à le dénoncer sans relâche.

1 – CGT, FSU12, Solidaires, Union communiste libertaire, Gilets jaunes Vallon Marcillac-Rodez-Villefranche, LDH, NPA et Collectif des intermittents de l'Aveyron.

TRANSPORTS EN COMMUN

La vente par-dessus bord

Alors que de plus en plus de salariéEs (et d'usagerEs!) sont contaminés voire hospitalisés, le secteur du transport semble ne pas pouvoir s'arrêter, ni même ralentir, quoi qu'il en coûte pour la santé.

Pourtant, des solutions existent : augmenter la fréquence des transports pour respecter les distances de sécurité entre usagerEs, adapter les horaires des entreprises sur demande des salariéEs concernés, réduire massivement le temps de travail sans perte de salaire pour alléger les pointes... Complexe ? Pas tant ! Coûteux ? En huile de coude, oui ! Mais ne serait-ce pas justement la priorité de développer ce type d'emplois utiles face au chômage ? Pas celle du gouvernement en tout cas. Mais Macron est battu dans la mesquinerie par le patronat des transports qui pousse partout à... la reprise de la vente à bord !



DR

Procédures délirantes

Dans les bus, les procédés qui pouvaient ralentir la circulation du virus sont peu à peu abandonnés depuis le déconfinement. Reprise de la montée porte avant, abandon des sièges inoccupés... La reprise de la vente de titres de transport n'est que le clou du spectacle. Là où elle a repris, des procédures délirantes ont été imposées aux conducteurEs, qui doivent désinfecter systématiquement toute la monnaie manipulée. Devant la complexité et le temps perdu, touTEs les conducteurEs procèdent à des encaissements classiques, au détriment de leur santé.

À la RATP, l'expérimentation qui a commencé le 5 octobre a été suspendue à la suite de la levée de boucliers de certains syndicats, qui ont obtenu sa condamnation par une quinzaine de médecins du travail. Les possibilités techniques pour en finir avec la vente à bord existent déjà : ticket SMS, valideurs sans contact pour carte bancaire, abonnements d'un jour ou carte de plusieurs trajets pour limiter le nombre d'achats. Dans les dépôts en tout cas, cette situation ubuesque aura permis des discussions jusque-là difficiles sur la nécessaire gratuité des transports en commun. Les coûts engloutis dans la gestion des titres de transport et de la fraude, les difficultés sociales des usagerEs, la part très modique du billet dans le coût de l'offre, le nécessaire développement des réseaux pour combattre le réchauffement climatique : toutes ces raisons poussent à revendiquer dès aujourd'hui non seulement l'abandon de la vente à bord, mais la gratuité totale des transports en commun.

Correspondants

Entretien. Alors que la répression patronale se renforce, nous avons fait le point sur la mobilisation à Biocoop avec **Konstantin, salarié en lutte**¹.

Entre propositions et surtout répression, peux-tu nous dire où en est votre mobilisation face à l'attitude de votre direction ? Alors que notre patronne nous avait dit à la sortie de notre dernière réunion de négociation qu'elle reviendrait vers nous dans deux semaines, elle en a profité quelques jours après pour mettre à pied deux grévistes et en convoquer un troisième. Deux de nos collègues grévistes ont été licenciés mercredi 14 octobre, une troisième collègue est toujours mise à pied et une quatrième gréviste

est convoquée en entretien préalable à avertissement vendredi 23 octobre. Face à ces attaques, nous continuons à tenir le piquet de grève chaque semaine, ce qui nous a permis d'avancer sur la question des repos et des ruptures conventionnelles, mais il n'y a toujours rien de concret pour la fermeture le dimanche et les salaires alors que notre patronne a les moyens de payer des huissiers de justice pour nous surveiller sur chacun de nos piquets. Nous allons intensifier le rapport de forces ces prochains jours pour gagner sur l'ensemble de nos revendications et mettre fin à cette répression.

Les grévistes ont pris beaucoup d'initiatives, que ce soit la tenue de rassemblements à l'occasion des piquets de grève ou une soirée de soutien. En quoi cette ouverture est importante pour l'animation de la lutte ?

Il était important pour nous d'organiser une soirée de soutien à notre grève pour continuer la dynamique que nous avons commencée lors de la journée interprofessionnelle du 17 septembre où nous avions manifesté au côté de camarades de six autres magasins Biocoop. À l'heure où la direction nationale de Biocoop veut racheter 105 magasins Bio c' Bon pour s'étendre toujours plus et s'aligner totalement sur les méthodes de la grande distribution au détriment de nos conditions de travail, il était fondamental pour nous d'exposer en quoi ce qui se passe dans notre franchise est le laboratoire de ce qui va se généraliser à l'échelle de l'enseigne au niveau national : avantages sociaux à la carte selon les franchises, emplois jetables, aucune évolution des salaires, discrimination syndicale, etc. Cette soirée a également été l'occasion de rencontrer

les organisations écologistes comme Youth For Climate, Désobéissance écolo ou les Amis de la Terre, pour penser une écologie au service de la majorité et non des patrons qui se repeignent en vert tout en détruisant nos emplois et en dégradant nos conditions de travail.

Votre mobilisation bénéficie d'un large soutien de forces politiques, du NPA à ÉELV en passant par le PCF ou LFI. Qu'en attendez-vous ?

Nous nous réjouissons d'avoir à présent le soutien d'ÉELV qui n'avait pas jugé important jusque-là de venir sur nos piquets ni de voter pour le vœu de soutien à notre grève au conseil d'arrondissement du 11^e, vœu proposé par le PCF il y a plusieurs semaines. Et au dernier Conseil de Paris, le PCF et LFI ont permis d'y porter nos revendications et de prouver une fois de plus la parodie

d'écologie de l'exécutif d'Anne Hidalgo puisque ces derniers ont appelé à voter contre le vœu de soutien à notre grève. Comme nous l'avons toujours dit, la seule véritable écologie sera celle des travailleurEs par les travailleurEs. Notre grève n'est pas seulement l'affaire des salariéEs de deux magasins Biocoop, elle s'inscrit dans une dynamique globale d'attaques sur les conditions de travail, de licenciements, de suppressions d'emplois et de fermetures de site dans tous les secteurs. Soutenir notre grève et nous aider à la gagner, c'est nous permettre d'ancrer un précédent pour tous les travailleurEs précaires qui pourront s'en inspirer et aspirer à des conditions de travail dignes.

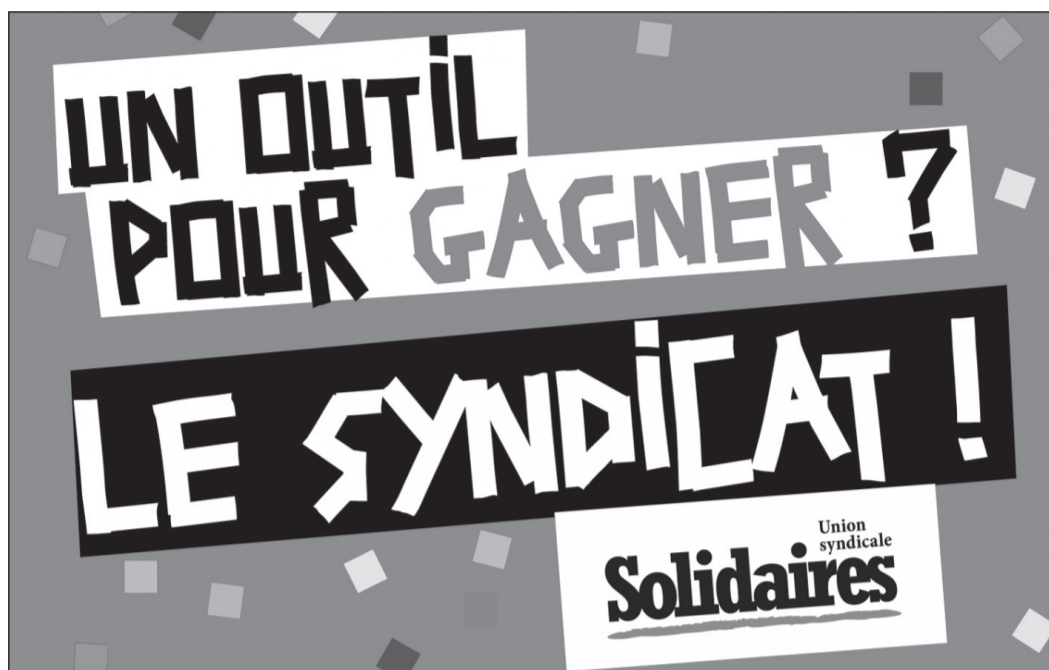
Propos recueillis par Manu Bichindaritz

1 – Voir notre interview précédente :

<https://lanticapitaliste.org/actualite/social/biocoop-continuer-notre-mobilisation-jusqua-la-victoire>

Un congrès au temps du Covid

Du 13 au 15 octobre, l'union syndicale Solidaires se réunissait en congrès extraordinaire. Le contexte de la crise sanitaire a contraint à repousser en mars 2021 le congrès ordinaire initialement prévu en septembre, notamment pour revoir des textes devenus partiellement caduques.



L'ensemble des structures de Solidaires souhaitaient néanmoins, sans attendre l'année prochaine, un large espace de discussion interne pour appréhender collectivement les difficultés et les enjeux de la situation. Par ailleurs, les enjeux de renouvellement du Secrétariat national ont nécessité également la formalisation de ce congrès extraordinaire. C'est donc un congrès un peu hybride (à la fois en présentiel et en visio) qui s'est déroulé à la bourse du travail de Saint-Denis.

Difficultés objectives

Premier élément notable, les amendements au texte discuté émanaient d'un très faible nombre de structures : moins

d'un quart des fédérations et syndicats nationaux, et à peine cinq pour cent des Solidaires locaux. Le fait que le texte soumis à la discussion ait été écrit juste après le confinement et soit très marqué par les discussions d'alors sur « le jour d'après » (et donc avec un certain décalage) explique peut-être en partie ce peu d'investissement. Mais le contexte de crise et de mise sous tension extrême des équipes militantes, dans une situation compliquée à gérer, est sans doute l'élément le plus important.

Compte tenu de ces difficultés, les débats ont été plutôt riches et de bonne tenue. La mobilisation sur les retraites et le mouvement des Gilets jaunes qui l'a précédée n'ont pas été absents des discussions. Ils sont en effet des points d'appui pour penser les luttes futures. Mais ce qui a été au centre du congrès, c'est la gestion de la crise par le gouvernement et la manière dont il en tire cyniquement profit, avec le patronat, en déployant une véritable « stratégie du choc ». L'articulation entre la crise sanitaire et la crise économique, sociale et démocratique qui lui préexistait

et qu'elle accélère a également été discutée.

Des petits pas...

Des sujets qui font débat depuis des années dans Solidaires progressent. La question de l'autogestion par exemple est vivante depuis la création de l'union syndicale. Solidaires regroupe des organisations se réclamant historiquement du socialisme autogestionnaire et d'autres qui en sont très éloignées. Des (petits) pas sont néanmoins réalisés, congrès après congrès. Sans parler d'accord absolu, l'audience

grandissante, dans les milieux militants, de mots d'ordre autour de la socialisation des secteurs essentiels, permet de poser le problème sur d'autres bases. Les positions évoluent également en ce qui concerne les discriminations. Des débats ont eu lieu sur les violences policières ou sur le lien entre colonialisme et République, qui ont débouché sur des positions certes inachevées, mais un peu plus avancées qu'auparavant. Il faut néanmoins pointer le fait que sur la question de la lutte contre l'islamophobie existe une réelle contradiction. Solidaires s'est clairement engagée dans la mobilisation du 10 novembre dernier et ses suites, et pourtant la pertinence du terme même d'islamophobie n'est pas totalement partagée en son sein tout comme le terme de « racisé » qui n'a pas encore fait consensus. À terme l'union syndicale, traditionnellement la plus ouverte sur ces questions dans le champ syndical, risque d'être à la traîne par rapport à une organisation comme la CGT par exemple, qui a largement évolué ces dernières années.

Par où la « sortie de crise » ?

L'importance que revêt le « plan de sortie de crise » initié par le collectif « Plus jamais ça » est également potentiellement problématique. Une partie entière du texte de congrès y est consacrée sans aucune critique ni bémol. Les initiatives unitaires larges ne sont certes pas légion, le processus en lui-même n'est donc pas sans intérêt. Les faiblesses

revendicatives de ce plan ne sont pas non plus un argument décisif pour le condamner. L'une de ces revendications, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit, est y compris partagée par le cahier revendicatif de Solidaires. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'un débat de congrès, et l'interdiction des licenciements tout court a été à deux doigts d'être adoptée. Ce qui fait principalement défaut dans cette construction, c'est l'absence d'initiatives pour faire un tant soit peu vivre le « plan de sortie de crise » sur le terrain concret de la lutte de classes, ce qui lui confère, de fait, un caractère institutionnel. Un paradoxe, au vu de l'insistance de ses promoteurs à ne pas intégrer les partis politiques... pour ne pas se faire récupérer sur le terrain électoral. Cela étant, la motion générale d'actualité, adoptée à l'unanimité, donne des perspectives concrètes. Notamment la proposition aux organisations du mouvement social « d'agir contre la politique liberticide, autoritaire et antisociale du gouvernement en proposant, entre autres, une journée de grève et/ou des manifestations de nuit » mais aussi « l'organisation d'une manifestation nationale contre les licenciements et les fermetures d'entreprises ». Deux axes qui, s'ils débouchaient sur des mobilisations concrètes, vaudraient mieux, comme disait l'autre, qu'une douzaine de programmes.

Edouard Gautier et Joséphine Simpon

Occitanie

Mener un combat unitaire contre les licenciements

Nous reproduisons ci-dessous le courrier envoyé par le NPA 31 à l'ensemble des organisations progressistes du département pour une réponse unitaire et dans la rue contre les licenciements qui frappent durement la région Occitanie.

Chères et chers camarades, La crise sanitaire se poursuit et est au centre des préoccupations de la population. Malgré cela, les capitalistes profitent de la situation pour multiplier les suppressions d'emplois et raboter les droits des salariéEs. APC, PSE, ruptures conventionnelles collectives, fin du recours à l'intérim, management agressif... nombreuses sont les solutions offertes au patronat pour faire fondre les effectifs. C'est leur réponse à la crise sanitaire : réorganiser en profondeur la production. Ils sont en cela accompagnés par le gouvernement et son plan de relance de 100 milliards d'euros qui ne vise en rien à maintenir les emplois mais représente un immense cadeau au patronat pour maintenir les profits.

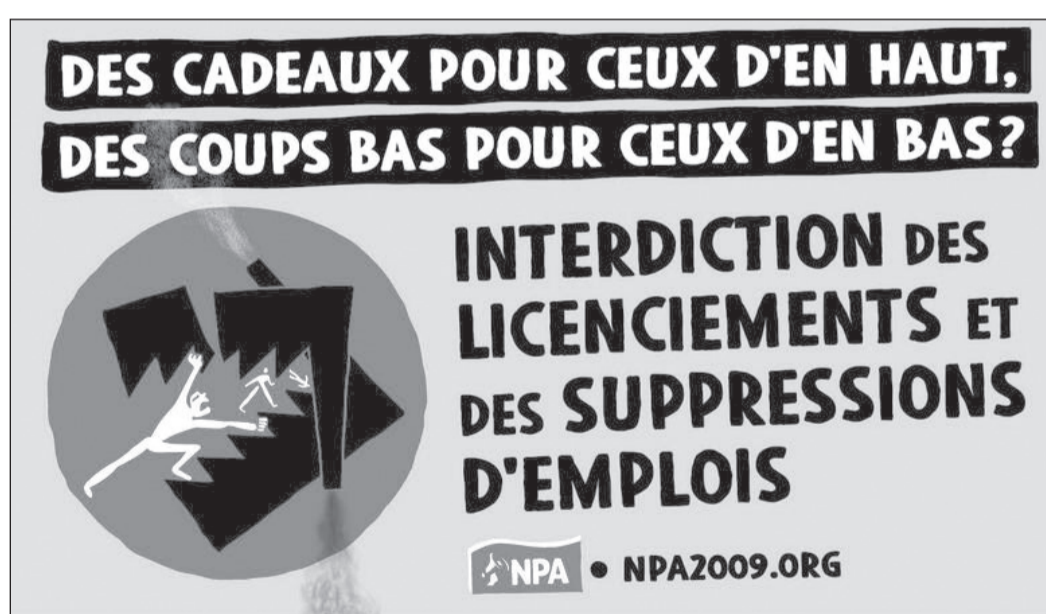
Un effet d'aubaine pour le patronat

À Toulouse et dans la région, nous sommes particulièrement concernéEs par cette situation. L'aéronautique est percutée par les conséquences de la crise sanitaire. C'est la mono-industrie locale dont plus de 100 000 emplois dépendent dans la région. Au-delà de la crise sanitaire, il y a un effet d'aubaine pour le patronat de la filière pour licencier massivement et achever le déplacement de lignes de production et d'une grande partie de l'ingénierie dans des pays où la main-d'œuvre coûte moins cher. Selon *la Dépêche* du 6 octobre, ce sont près de 6 000 postes qui sont en ce moment supprimés dans 14 PSE [Plan de sauvegarde de l'emploi] de la filière aéronautique dans la région Occitanie. Le même jour, Thales annonce la suppression potentielle de 1000 postes. Pas une semaine ne passe sans que de nouveaux PSE soient annoncés. Au-delà de l'aéronautique, d'autres secteurs vont être concernés par les licenciements comme nous le rappelle l'annonce de la direction d'Auchan qui vise à supprimer 1500 postes. La Direccte recense 20 PSE en Haute-Garonne. Mais cela fait l'impasse sur les milliers d'intérimaires déjà renvoyés chez eux et sur les entreprises de moins de 50 salariéEs qui n'ont

pas besoin de mettre en place de PSE. Au final, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont en train de disparaître dans notre département. Et pour celles et ceux qui restent au travail, sous la pression du chantage à l'emploi, partout le patronat tente d'imposer des Accords de performance collective (APC) pour raboter les salaires ou allonger le temps de travail. Dans de nombreuses entreprises du secteur, notamment dans la sous-traitance, les travailleurEs n'ont pas été préparés à cette situation. Ils se sentaient protégés dans une filière florissante. Face à la brutale offensive patronale, ils vont devoir rattraper en quelques semaines ce retard. Et dans ce processus, nos organisations ont un rôle à jouer.

Travailler à une plateforme commune

Bien sûr, nous appuyons toutes les formes de regroupements intersyndicaux des entreprises concernées pour mener la bagarre ensemble. Nous saluons l'initiative du collectif « Pensons l'aéronautique de demain » organisé le samedi 10 octobre à la Bourse du travail. Nous pourrions également travailler à une plateforme revendicative et politique commune. Pour cela, nous formulons et soumettons au débat plusieurs propositions :



– Il faut diminuer le temps de travail en maintenant les salaires. Travailler moins pour travailler toutes et tous. L'aéronautique, la construction d'avions, ne pourra être maintenue comme avant pour des raisons écologiques. Cette baisse du temps de travail n'est donc pas une mesure temporaire mais structurelle. Elle doit également s'accompagner d'une reconversion d'une partie de la filière vers des productions socialement utiles.

– Nous voulons interdire les licenciements. Dans l'aéronautique, ce sont des dizaines de milliards de profits qui ont

été accumulés dans la dernière période. C'est à l'échelle de l'ensemble de la filière que la question du maintien de l'emploi doit être posée afin que les entreprises les plus riches garantissent l'emploi y compris en bout de cascade de la sous-traitance. Pour retirer le droit des capitalistes à licencier, il faut que ce soit les travailleurEs et leurs organisations qui contrôlent les embauches et les licenciements. Enfin, pour imposer un autre avenir pour les salariéEs concernés, mais également pour leurs familles et dans l'intérêt de la population de toute la région,

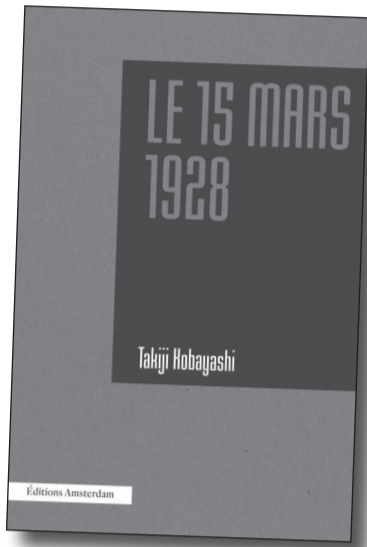
nous pensons que nous pourrions prendre ensemble des initiatives de rue. Cela pourrait se concrétiser dans une marche pour l'emploi, un samedi, associant salariéEs et population. Cela pourrait contribuer à modifier le rapport de forces, à favoriser l'émergence de luttes et de grèves dans les entreprises, à imposer d'autres choix de société et de développements économiques, centrés sur les besoins sociaux et la préservation de la planète. Le NPA 31 reste disponible pour participer à toute réunion unitaire qui irait dans ce sens. NPA 31

Roman

Le 15 mars 1928, de Takiji Kobayashi

Éditions Amsterdam, 128 pages, 12 euros.

L'Anticapitaliste a déjà eu l'occasion de rendre compte de deux des romans de Takiji Kobayashi : *le Bateau-usine* (1929) qui décrit un groupe de marins et d'ouvriers embarqué sur un bateau pour pêcher des crabes et en faire des conserve et *le Propriétaire absent* (également publié en 1929) que l'auteur a dédié aux fermiers et paysans pauvres. *Le Bateau-usine* qui, en raison de la censure, n'a pas été publié intégralement en japonais avant 1948, a connu une destinée posthume fulgurante en 2008 dans le Japon de la crise économique avec près d'un million d'exemplaires vendus en quelques mois et une adaptation en manga. Le livre de Kobayashi interpelle une jeunesse soumise à un travail pénible et précaire dans un contexte d'inégalités croissantes.



est plus proche d'un reportage. Le 15 mars 1928, le Japon connaît une sorte de contre-révolution préventive. Aux élections de février 1928 (les premières au suffrage universel masculin, le Parti communiste clandestin n'a pu se présenter ouvertement mais a soutenu des partis

légaux. Ceux-ci n'ont obtenu que 8 sièges sur 441 mais l'influence du PCJ augmente, notamment dans les syndicats. Le gouvernement et la police politique décident de frapper : plus de 1600 sympathisants socialistes et communistes ou syndicalistes sont arrêtés. 500 d'entre elles et eux passent en procès et sont condamnés, et diverses organisations accusées de connivence avec le PCJ sont dissoutes. Le 15 mars 1928 se déroule dans la ville d'Otaru à Hokkaïdo (la grande île septentrionale du Japon) où, à ce moment, vit Kobayashi. Il raconte les rafles de la police politique chez les militants et au local syndical. Le romancier donne une vraie consistance à ses personnages : les ouvriers, l'ex-instituteur, le diplômé... Certains sont impulsifs, d'autres réfléchissent plus. Ce ne sont pas des surhommes, ils n'ont aucune prédisposition à l'héroïsme. Apparaissent aussi, même si c'est de façon secondaire, des personnages de femmes et d'enfants. Les militants arrêtés sont interrogés

interminablement et torturés. Diverses questions sont abordées par petites touches : les rapports entre les militants-hommes et leurs compagnes, ceux entre les militants ouvriers et leurs camarades, employés de bureau et intellectuels... Et même les états d'âme des policiers de base. Un des personnages, le diplômé Sata, est employé de banque comme Kobayashi. Il n'est pas torturé et sera libéré. En février 1933, le romancier, devenu militant communiste clandestin, connaîtra un destin différent : arrêté, il mourra sous la torture. Malgré les marques évidentes, aucun hôpital n'acceptera d'autopsier son corps et de risquer de démentir les assertions de la police, selon lesquelles il était décédé d'une attaque cardiaque.
Henri Wilno
À lire également :
Le Bateau-usine, éditions Allia, 8,50 euros.
Le Bateau-usine, version manga, éditions Akata, 7,95 euros.
Le Propriétaire absent, éditions Amsterdam, 13 euros.

Histoire d'une répression politique d'ampleur

Le 15 mars 1928 est aussi un roman avec des personnages de fiction mais

Roman

La septième croix, d'Anna Seghers

Métaillé, 448 pages, 22 euros.

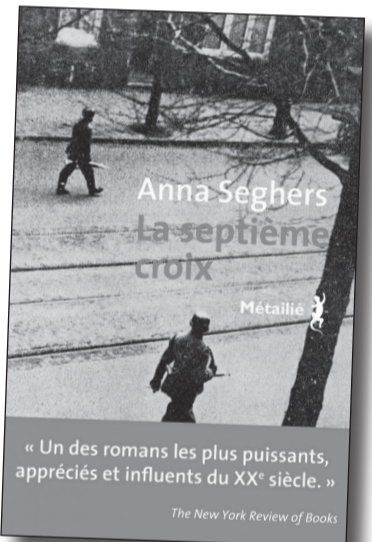
Anna Seghers, écrivain connue et membre du Parti communiste allemand, doit s'exiler avec l'arrivée de Hitler au pouvoir. Elle réussit à quitter la France et rallie le Mexique où *La Septième Croix* sera publié en 1942.

Sept évadés

Le roman raconte l'évasion de sept prisonniers d'un camp de concentration baptisé Westhofen sur le Rhin. Ils se séparent immédiatement. Quatre d'entre eux sont repris. Un cinquième choisit de se rendre. Un sixième meurt en atteignant son village. Seul le septième, Georg Heisler, réussira son évasion et ne sera donc pas exhibé sur les croix que le commandant du camp a fait ériger. Le livre, fertile en rebondissements, est conçu comme un roman policier : on suit la fuite de chacun des sept évadés et, surtout, l'errance de Heisler qui essaie de se raccrocher à ses anciennes connaissances pour avoir de l'aide. Avec prudence car l'environnement est incertain : la Gestapo se livre à des investigations minutieuses qui vont bien au-delà des relations politiques que les évadés ont pu avoir. Heisler est animé d'une rage de vivre et Wallau, le plus aguerri des sept (qui sera cependant repris), lui a communiqué dans le camp sa capacité de réflexion. Il survivra donc grâce à une combinaison de solidarité amicale et militante.

craquent. Par ailleurs, des relations amicales ou amoureuses subsistent ou se nouent. C'est un « roman de l'Allemagne hitlérienne » ainsi que le précise le sous-titre. Pour la masse de la population, la vie continue mais il est important de ne pas se faire remarquer, y compris dans la vie quotidienne et familiale : les dénonciations sont toujours possibles. Quant aux anciens militants qui ont échappé aux arrestations ou ont été libérés, ils essaient de se faire oublier et, pour ceux qui sont

encore plus ou moins actifs, n'ont guère de liaisons entre eux. Il ne faut pas attendre du livre la moindre analyse politique sur le PC allemand et sa politique face à la montée du nazisme : ce n'est pas son propos et Anna Seghers, tout en étant une des écrivains allemands majeurs du 20^e siècle, s'abstiendra, jusqu'à la fin de sa vie en RDA (Allemagne de l'Est), de la moindre critique publique de la direction du parti.
HW



Souscription du NPA



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

«Roman de l'Allemagne hitlérienne»

Au-delà du personnage de Heisler, le livre est une collection de portraits d'individus, hommes et femmes, confrontés à un système conçu pour broyer toute résistance : certains se révèlent mesquins, d'autres héroïques, d'autres enfin

Jazz

Vincent Peirani et Émile Parisien présentent «Abrazo»

Au Théâtre des Bouffes du Nord, les 27 et 28 octobre à 19 heures.



Quand deux ovnis du jazz voltigent autour du tango argentin accompagnés par la danse hypnotique de Frédéric Faula, venu du hip-hop, et Alice Renavand, étoile du ballet de l'Opéra de Paris, on a l'impression de traverser l'Atlantique sans se retrouver pour autant à Buenos Aires mais ailleurs. Un ailleurs où Astor Piazzolla et John Coltrane auraient survécu et composeraient ensemble.

Un album et un concert exceptionnel

Les deux musiciens s'étaient déjà retrouvés en 2014 pour un album et plus de 600 concerts en hommage au jazz de la « Belle Époque »¹ puis en 2018 pour le magnifique *Sfumato*² d'Émile Parisien (natif de Cahors comme son nom ne l'indique pas). Avec *Abrazo*³, l'accordéoniste Vincent Peirani et le saxophoniste Émile Parisien livrent en duo un album fougueux qui revisite certains classiques et offre des compositions originales bluffantes comme « Memento » d'Émile Parisien.

« Avec toute la puissance de jeu, la virtuosité, l'inventivité, le lyrisme et le grain de folie qu'on leur connaît, les deux acolytes passionnés nous emportent loin des préoccupations quotidiennes, enlacés dans un coin du ciel et s'adonnant à une joute amicale pleine de poésie. » (FIP Radio)

Les deux soirées aux Bouffes du Nord s'annoncent donc passionnantes. « C'est comme un mariage », dit Vincent Peirani. « Avec des hauts et des bas [...] ! Mais en ce moment, nous avons très envie de jouer ensemble. » À un moment où à nouveau certaines salles (le Duc des Lombards par exemple) sont contraintes de fermer pour six semaines au moins, il est important de soutenir le spectacle vivant. Les billets s'achètent en ligne sans frais de transaction sur le site du théâtre (<http://www.bouffesdunord.com/>).

Sylvain Chardon

1 - Belle Époque, un CD chez ACT Music.
2 - Voir L'Anticapitaliste numéro 464 du 21 février 2019.
3 - Abrazo, un album ActMusic sorti fin août 2020, 18 euros

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

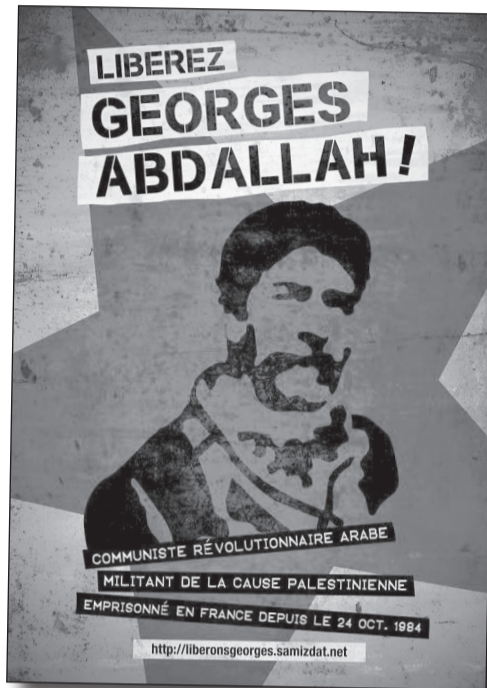
27, rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

« Georges Abdallah va entamer, le 24 octobre 2020, une 37^e année de prison, malgré l'intense mobilisation de ses soutiens toujours plus nombreux »

Entretien. À l'occasion du dixième rassemblement annuel devant la prison de Lannemezan, nous avons rencontré **Suzanne Le Manceau**, cofondatrice du CLGIA (collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah).

Le 24 octobre, Georges Ibrahim Abdallah entrera dans sa 37^e année de détention. Âgé de 33 ans lors de son arrestation en 1984, il a d'ores et déjà passé plus de la moitié de sa vie en prison. Tout juste adolescent, Georges a été à la situation politique explosive que vivait son pays, et a décidé de s'engager du côté des forces progressistes et des groupes de libération palestiniens qui, chassés de leur pays, résidaient au Liban. La guerre civile de 1975, les massacres dans les camps palestiniens, l'ont conduit à rejoindre le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et à participer aux combats. Il sera blessé en 1978 au cours d'une opération. Confrontées à l'occupation militaire du Sud-Liban et à l'expulsion des organisations palestiniennes, les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), que Georges contribue à créer, décident alors de frapper les représentants des forces US et israéliennes. C'est ainsi que seront exécutés en 1982 le colonel US Charles Ray, ainsi qu'un membre de l'ambassade d'Israël à Paris, également membre des services secrets israéliens, Yacob Barsimantov. Les autorités françaises arrêtent Georges Abdallah le 24 octobre 1984 à Lyon. Son incarcération est motivée par la détention de vrais-faux papiers d'identité : un passeport délivré légalement par les autorités algériennes. L'État français s'engage alors, auprès du gouvernement algérien, à le libérer rapidement. Ce ne sera pas le cas, avec une condamnation à perpétuité en 1987 (rédaction).



français que mon incarcération commence à peser réellement plus lourd que les possibles menaces inhérentes à ma libération.»

Ainsi donc, nous continuerons ensemble à peser sur ce rapport de forces ici en France, au Liban, en Palestine et ailleurs de par le monde, de toutes nos forces militantes, et de toutes les façons possibles. Cette année sera la dixième manifestation devant la prison de Lannemezan. Elle se densifie chaque année un peu plus jusqu'à être un indispensable rendez-vous national. Il est important de témoigner physiquement et en

mondialisé qui au Liban comme ailleurs n'est plus que destruction et gaspillage, engendrant pauvreté et désespoirs.

Notre solidarité, notre soutien ne pourront être que politiques. Ils s'inscriront dans un processus global de luttes, en vue d'un changement de rapport de forces. Ainsi donc Georges Abdallah ne demandera plus de libération tant qu'un avis d'expulsion vers son pays le Liban ne sera pas signé. Le « Il faut qu'il signe » s'adresse évidemment au gouvernement. Et le mouvement de soutien à sa libération le réclame avec force. C'est quand même incroyable que nous en arrivions à réclamer l'expulsion de quelqu'un !

La manifestation à Lannemezan est devenue au fil du temps une échéance incontournable du soutien à Georges. Pourquoi ?

Georges Abdallah va entamer, le 24 octobre 2020, une 37^e année de prison, malgré l'intense mobilisation de ses soutiens toujours plus nombreux, malgré tous les témoignages en sa faveur, malgré le travail acharné des comités de soutien. Alors que faire ? La réponse est contenue dans une déclaration de Georges Abdallah lui-même :

« Il faut que le rapport de forces réellement existant puisse faire comprendre aux représentants de l'impérialisme

masse notre solidarité à Georges mais aussi aux autres prisonniers. Certains prisonniers politiques basques ici sont malades et/ou en attente de la énième décision judiciaire les concernant. L'aménagement des peines ainsi que la suspension de peine pour raison médicale leur sont systématiquement refusés. Nos cris de libération résonnent entre leurs murs et les réconfortent un tant soit peu.

C'est l'occasion de dénoncer haut et fort l'acharnement du gouvernement français à maintenir enfermé entre ces murs ce combattant de la cause palestinienne.

C'est l'occasion de réaffirmer haut et fort notre soutien inconditionnel à ce camarade, toujours debout dans ce combat de toute une vie aux côtés des peuples en lutte partout dans le monde.

C'est l'occasion aussi de montrer chaque année par nos slogans, nos pancartes, nos banderoles, nos déclarations, toute notre solidarité, dans la diversité de notre engagement, aux portes mêmes de la prison.

C'est l'occasion de démontrer à ses geôliers que nous ne désarmerons pas. Nous ne lâcherons rien, jusqu'à sa libération !

Suzanne, tu es membre fondatrice du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah il y a 15 ans, et tu vas le visiter régulièrement au parloir de la prison de Lannemezan. Peux-tu nous donner de ses nouvelles, tant sur le plan moral que politique ?

Je suis membre en effet du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA) qui a été créé plus exactement en juin 2004 et qui regroupait des militantEs issus de divers horizons, avec en commun l'idée que seule une lutte organisée et conséquente peut arracher les militantEs révolutionnaires des prisons impérialistes. Aujourd'hui le CLGIA fait partie d'une campagne unitaire plus large, plus diversifiée dans sa composition, plus internationaliste aussi.

Depuis 2008 je visite Georges Abdallah assez régulièrement et depuis ces douze années je n'ai pu que constater chez Georges une courageuse ténacité dans la résistance aux conditions carcérales d'un enfermement qui dure à présent depuis 36 longues années, ainsi qu'une honnêteté politique témoignant d'un engagement forcené pour les causes qui ont forgé son identité. Sa force de résistance se nourrit d'un intérêt constant pour les luttes dans le monde, particulièrement en Palestine. Il suit de très près la situation politique économique et sociale de son pays le Liban. Ses lectures, marxistes pour la plupart, la radio, les journaux, le maintiennent dans un éveil constant d'analyse de l'évolution d'un monde sur lequel il ne peut avoir qu'une emprise intellectuelle. L'énorme courrier qu'il reçoit et les nombreuses visites enrichissent et réchauffent son quotidien carcéral.

J'imagine que la situation politique au Liban doit le préoccuper au plus au point ? La question de sa libération a été posée dans des manifestations à la suite du scandale de l'explosion dans le port de Beyrouth, notamment lors de la visite de Macron.

Oui, Georges est très préoccupé par la situation politique de son pays. D'entre ses quatre murs il a suivi de près la révolte du peuple libanais, conscient d'un capitalisme

Quelles sont les perspectives judiciaires qui permettraient sa libération ? Le mouvement de soutien et son avocat demandent son expulsion vers le Liban, est-il envisageable que la France revoise sa copie ou bien en est-elle encore sur la position de Manuel Valls qui l'avait refusée en 2013 ?

Une dernière demande de libération a été déposée en mars 2014, une demande encore « irrecevable en l'absence de mesure d'éloignement », qui a été rejetée par la Cour de cassation en septembre 2016.

Il faut absolument comprendre que le dossier Abdallah est un dossier non pas juridique mais essentiellement politique. Politique comme le prouvent les pressions étasuniennes précédemment citées. Politique au regard de l'engagement politique même de Georges Abdallah qu'il n'a jamais renié, un engagement communiste, anticapitaliste, anti-impérialiste, antisioniste.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

FOIRE AUX IDÉES CONTRE LES MIGRANT·E·S.

Les propositions font froid dans le dos. Le 29 septembre dernier, le quotidien Financial Times révélait que Priti Patel, ministre de l'Intérieur britannique, envisageait de construire un centre de traitement des demandes d'asile dans les îles de l'Ascension et de Sainte-Hélène, en plein Atlantique sud. [...]

En parallèle, Downing Street, le cabinet du Premier ministre, aurait envisagé de créer des centres de traitement des demandes d'asile au Maroc, en Moldavie ou en Papouasie-Nouvelle-Guinée, selon les révélations du Guardian, qui s'est procuré des documents confidentiels du ministère où figuraient les mentions « officiel » et « sensible ». [...]

Mais les élucubrations du gouvernement britannique ne s'arrêtent pas là. Des centres « flottants », qui permettraient de maintenir les demandeurs d'asile à bord de ferries hors d'usage au large en mer, ont été envisagés. [...] Selon une source interne aux délibérations qui s'est confiée au Financial Times, une autre idée débattue serait de déployer des gros bateaux qui génèreraient des vagues en vue de repousser les migrants en mer vers les côtes françaises. Un scénario digne d'un film d'épouvante. [...]

Coordinateur de l'association d'aide aux migrants Utopia56 à Calais, Pierre Roques voit en ces propositions des effets d'annonce « dont le seul but est de servir de marketing de l'horreur pour promouvoir une politique migratoire plus sécuritaire ». « Quand on évoque des machines à vagues pour repousser les embarcations, on oublie qu'il y a des êtres humains à bord, que la Manche n'est pas une piscine et que la volonté "d'empêcher d'atteindre le Royaume-Uni" se traduit par une mise en péril de vies humaines en pleine mer », assène-t-il. [...]

Si de telles pratiques pourraient constituer un tournant dans la politique migratoire britannique, Agnès Callamard estime que celui-ci a déjà été pris par le passé et à plusieurs reprises. « Cela fait des années que les États européens diabolisent les réfugiés et les migrants, les assimilent à des criminels. Ils ont élaboré des politiques fondées sur la dissuasion, la militarisation et l'extra-territorialisation qui, implicitement ou explicitement, peuvent aller jusqu'à tolérer le risque de mort de migrants dans le cadre d'un contrôle efficace des entrées sur leur territoire », conclut-elle.

Nejma Brahim, « Les projets délirants du Royaume-Uni pour tenir à distance les migrants », Mediapart, 19 octobre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org